

# ÉCOLE ET RURALITÉ EN CONDROZ NAMUROIS





Société Royale  
**SAMBRE & MEUSE**  
(A.S.B.L.)

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Président : Mme Françoise Jacquet-Ladrier  
Les Ravins, 3 - 5100 Wépion. Tél. 081 / 46.05.42

Vice-Président : A. Falise  
15, rue Piret-Pauchet - 5000 Namur.

Directeur de la revue : Mme Martine George  
rue du Couvent, 3 - 5100 Jambes

Secrétaire : Mme Marie-Louise Damoiseau  
chaussée de Louvain, 129 - 5000 Namur. Tél. 081 / 22.26.13

Trésorière : Mme M.-Cl. Offermans  
rue du Progrès, 12 - 5000 Namur

Membres : Mmes O. Maréchal-Pelouse, A. Mossiat,  
MM. M. Belvaux, J. Bovesse, G. Dereine, J. Godefroid, J. Lambert,  
D. Leturcq, E. Tonet, J. Culot.

Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

Le directeur de la revue a essayé de toucher tous les ayants-droit au copyright des illustrations. Néanmoins, si l'un d'entre eux constatait que des illustrations ont été publiées à son insu, qu'il veuille bien prendre contact avec celui-ci. Toute reproduction d'un article ou d'un extrait d'article, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite, sauf autorisation préalable de l'éditeur.

Cotisation :

600 FB

Compte : 068-2009608-86 de Sambre et Meuse - Le Guetteur Wallon - 5000 Namur

---

# ÉCOLE ET RURALITÉ EN CONDROZ NAMUROIS



Centre Culturel d'Assesse

---



## PRÉFACE

Parmi les membres de Wallonia Nostra qui ont bénéficié d'une bourse dans le cadre de l'opération «Coup de Pouce...» organisée par la Fondation Roi Baudouin en collaboration avec Les Journées du Patrimoine et notre association figure le Centre Culturel d'Assesse.

Aussi est-ce avec infiniment de plaisir que le Président de Wallonia Nostra qui est aussi un ancien ministre de l'Éducation Nationale applaudit des deux mains à l'initiative de «L'école d'antan à celle d'hier».

Le patrimoine, ce ne sont pas seulement les pierres et les monuments : c'est aussi la mémoire. Sauvegarder le Patrimoine c'est aussi faire revivre des tranches de vie du passé. Et dans une vie, les années passées sur les bancs de l'école du village, sous la conduite de «Monsieur le Maître» sont souvent celles qui ont compté le plus. Car dans le passé, pour plus des huit dixièmes des garçons et filles du village, ce fut la seule école !

Wallonia Nostra souhaite le plus grand succès à l'exposition organisée par le Centre Culturel d'Assesse et forme le vœu que beaucoup de nos membres fassent preuve d'autant d'imagination intelligente.

A. HUMBLET

Président de Wallonia Nostra



Cette brochure et l'exposition  
qui l'accompagne ont été élaborées  
et réalisées par le Centre Culturel d'Assesse,

en collaboration avec Wallonie Nostra,  
la Société Royale Sambre et Meuse-  
le Guetteur Wallon,

Action Culturelle,  
Sportive et Touristique d'Assesse,  
Syndicat d'Initiative de l'Entité d'Assesse,

Les enseignants des réseaux tant libre  
que communal et diverses personnes  
qui ont bien voulu soutenir ce projet.

Avec l'appui  
de la Fondation Roi Baudouin  
et de la Loterie Nationale



## AVANT-PROPOS

La Société Royale Sambre-et-Meuse a le plaisir de publier dans ce numéro hors-série du «Guetteur Wallon» les résultats d'une enquête menée depuis de longs mois par le Centre Culturel d'Assesse, dans le cadre des Journées du Patrimoine. Celles-ci sont consacrées en 1995 à la mise en valeur des édifices civils publics.

Le Centre Culturel d'Assesse choisit, parmi les écoles primaires communales, celle de Crupet, désaffectée depuis deux décennies. Il décida d'y faire revivre l'Ecole d'autrefois, celle de son terroir.

L'idée, certes, n'est pas neuve et depuis l'exposition remarquable organisée en 1986 sur le thème de l'enseignement primaire en Belgique par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite en son siège bruxellois, mouvements philosophiques, cercles culturels locaux, instituts d'enseignements fêtant un jubilé ont mis sur pied des expositions sur cette matière. Avec plus ou moins d'éclat, d'objectivité, de nostalgie aussi. L'école a catalysé longtemps chez nous - et catalyse encore les passions : politiques autant que personnelles. Chacun l'aime ou la déteste suivant qu'il y fut heureux ou non. Chacun se souvient avec fierté, avec attendrissement ou rancœur de ces petits événements quotidiens qui ont tissé la vie de l'écolier qu'il fut. L'école ne laissant personne indifférent, c'est donc ce qu'il est convenu d'appeler «un bon sujet».

Le Centre Culturel ne se borna pas seulement à réunir mobiliers, photos, cahiers et livres scolaires pour les présenter au public dans un bâtiment déjà porteur de sympathies. Et c'est là que l'idée devint originale et lui valut d'être classé parmi les lauréats de l'Opération «Coup de pouce aux associations dynamiques» organisée par la Fondation Roi Baudouin et Wallonia Nostra. Le personnel enseignant fut sollicité pour collaborer activement à l'exposition afin d'en faire un instrument pédagogique pour la prochaine rentrée scolaire. Un outil pédagogique de choix, même s'il est de nature temporaire. Les élèves de l'entité ne se contenteront pas de visiter l'exposition sous la houlette de leurs instituteurs. A défaut d'y «faire la classe» comme autrefois, dans le cadre d'autrefois, les jeunes seront «guidés» par un aîné qui pourra témoigner de ce qu'était la réalité scolaire quotidienne de leurs parents et surtout de leurs grands parents - «les djins d'nos djins» - quand ils avaient leur âge. Certains n'en retiendront peut-être que l'inconfort matériel et intellectuel, ahurissant pour eux, des longues marches en sabots, des poêles enfumant l'air, de la poussière de craie, des tabliers sombres, des «pâtés» dégorgés par des plumes traîtresses, des longues récitation, des conjugaisons et tables de multiplications à apprendre «par cœur», des devoirs interminables, des «lignes» et autres punitions. D'autres, sans doute les plus grands, y verront la chaleur humaine, la complicité des «bonnes blagues» qui soudent une génération, la saine émulation, la fierté des difficultés vaincues, les connaissances solides dispensées par les maîtres pour lesquels l'enseignement était plus qu'un métier, mais une vocation, un apostolat, ce qui leur valait le respect et souvent l'affection de leur concitoyens : le maître était quelqu'un dans la société rigide du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Parallèlement à l'exposition, les promoteurs ont tenu à exhumé des archives des anciennes communes formant l'actuelle entité d'Assesse tous les renseignements concernant les bâtiments scolaires, l'organisation des classes, le per-

sonnel, les programmes, la pédagogie. Ils ont débusqué, le cas échéant, la pusillanimité de la politique locale, la saleté de certaines écoles. Ils ont replacé le tout dans une perspective plus large : politique et sociale de la Belgique et plus spécifiquement de son enseignement primaire. L'aspect passionnel n'a pas été occulté même si les luttes furent moins vives dans l'entité d'Assesse qu'ailleurs. C'est par ce mouvement de balancier que les deux auteurs de la plaquette qui en a découlé et que nous publions ici, Madame Bernadette Rabadan-Mosseray, professeur d'histoire honoraire de l'Athénée d'Andenne et Monsieur Jacques Lambert, président du Centre Culturel et administrateur de notre Société, montrent qu'un terroir, si cher soit-il au cœur de ses enfants, n'est jamais seul mais s'imbrique parmi d'autres terroirs pour faire cette unité abstraite qu'est l'Etat.

Quelques pages ont été confiées à Madame Legrand-Koch et à Monsieur Henry Matteredne. La première est une maman d'élèves de l'école de Florée - la plus petite école communale de l'entité - dont elle défend ardemment le rôle social pour la vie du village. Le second est né à Sart-Bernard dans l'entité d'Assesse et fut lui-même instituteur. Dans cette langue wallonne qu'il manie si bien - n'est-il pas «Rèli Namurwès»? - il narre l'histoire de Myin, petit paysan sartois qui allait à l'école «di c'timps-là» et qui rêvait «d'one vraiye sicole» où ses parents n'avaient pas les moyens de l'envoyer.

F. JACQUET-LADRIER

Présidente

Juin 1995



## LES DJINS D' NOS DJINS.

Li scole, di ç' timps-là.

- Sâcrè ganache, va! Mousse foû di d'dla tot d'swîte oudôbin dji m' ti va aler qwêre avou one pougnîye d'ôr-tîyes, sés', mi!

Li raupin s'a drèssî d'on lan come s'il aureut ieû stî agnî par onaspic. C'èsteut l'Miyin, l' pus vî dès fis da Rôsâ d' mon l' Dule. I s'aveut ascropu èt s' racrapoter padrî on bouchon d' purnalîs au bwârd dè l' gofe Vanvèt, à one pwârtéye di fisik dè l'cinse do mayeûr. T'aureus co passé cint côps èsconte di li sins l' veûy, mins s' mononke Dônât li t'neut à gougne dispeûy saquants djoûs.

- Tin! on fait l'tchèt, mon parent!

Quand t' man saurè co cit'cile, èle ti va tchènetèr lès bodènes ou bin ci sèrè t' pa qui t' târtéyerè avou s'cingue di cûr. T'auré min.me quèteffye dè l' blouke s'il èst bin dismanté èt ci sèrè bon-èplèyî!

-Non.na, mononke Dônât, ni d'djoz rin à nosse pa. D'ji nè l' frè pus!

Asteûre, Miyin brèyeut come one fontin.ne. Tot s' cwârps di forcrèchu gamin tron.neut come one fouye di plope au vint d' chwache. Dônât cominceut d'dja à s' è v'lu d'awè stî si deur avou li èt l' maneci come i l' âveut fait. Gn-aveut sûremint ieû one saqwè d' contraîre pace qui d' abitude l'éfant èsteut amichtauve, deur à l' ovradge, brâve èt onête. Ca, on l' p'leut dire, gn-aveut nin one rôye à rabate.

Portant è s'maujone, li rêsseli èsteut sovint pindu wôt. I faleut rapiner su tot po viker au rastrindu. Qui vous'! Is-estin.n' zèls sèt à l' tauve. Les parints, deûs vayants, sés', rênin.n' come dès bièsses. Maugré ça, nuk dès-èfants n'a jamais ieû fwin d'djôye, d'amisté, d'one bauje ou d'one carèsse mins i faleut roter bin drwèt. Qu'èst-ce qu'i gn-aveut ieû d'abôrd?

- Vinoz addé mi, Miyin, èt m' raconter ci qu' vos fioz vèci.

- Ayi, mononke, dji m' vos l' va dire. Dji n' vou pus aler è scole! L'ôte fiye, dj'a ieû one bone dispoûsselèye do maïsse pace qui dj'aveus spiyî m' ardweuse. Dj'aveus frèd, mes dwègts èstin.n tot èdwârmus èt èle m'a chapé foû d' mès mwins. I m'a foutu à l'uch èt m' lanci lès bokèts après m' tièsse. One pâreye ârdweuse, ça costéye bin on gros sou. Vos savoz bin qu'è l'maujone, nos n'avans rin à fûrlèr. Dj' a pèté èvôye èt m' vinu catchî vèci. Gn-a d'dja trwès djoûs qui dj' n' i va pus. Dji n' wase rin dire à nosse pa èt fé chonance di rin, mins por mi, ça n' durerè pus wêre. Et pwis, i n' nos-aprind nin grand tchôse. Todi lès min.mes vîs pèzas qui r'vègnenut à djoûrnéye. Dj'a quausu l'idéye qui n'est nin pus maïsse qui mi. D'on-ôte costé, djè saurè todi asséz po ièsse boskiyon, faudeû ou po sîre one èraîre, don, mononke.

Dônât n' a nin rèspondu tot d'swîte. Li gamin n'aveut nin tos les twârts. On t'neut scole èmon l' Djik, dins on vî stauve astok do trau dèl pouyes. Bin sûr, on l' aveut r'blanki à l' tchause po qu'ça seûy pus aîti. Quand on vint dè l' cinse, c' èst l' prumî bâtumint à vosse drwète, jusse après l' pont dèl Calonîs. I faleut quand min.me ièsse là d' on bon momint po trèveûy li grande sicaye pindûwe au meur avou one cwade. Ele sièrveut d' tâblau. I clèricheut one miète pa one pitite bawète qui doneut su l' rêssèré dèl pouyes. L'uch èsteut di sclinbwagne èt l' vint tchèsseut pa lès crayes. Pont di stûve. Les pîds, ossi frèds qu' dèl grognons d' tchin, rimouwin.n' dins lès sabots dissus l' dagn d' agauche. Po s' assîre, dèl chames èt dèl bancs. Rin po s'aspoyî. On t'neut l'ârdweuse di scaye su sès gngnos. On-z-apurdeut surtout l' bibe èt lès lètes. Lès mèyeûs pârvinin.n' à

lîre èt fè one miète di cârcul après saquants-ans. Au Saut, on-z-aleut è scole au pus sovint quand i fieut mwaîs.

Gn-aveut bin one sicole à l' comune, à Ouyète, mins i faleut ièsse coradjeûs po fé one pâreye trote, savoz, one grosse eûre poz-î-aler èt ostant po riv'nu pa dèl pôriyès vôyes di tchèrwadje.

Et lès maïssets! Gn-aveut d'dja ieû tote one pècléye. Gn-a min.me onk di zèls qu'a stî è l'gayole. Yût-ans po-z-awè tiré on côp d' fisik su on vî drozin què lî aveut scroté sès tchaupwin.nes. L'ome aveut fwin èt ramèchener lès mouchons stron.nès dins lès las' qui l' maïsse aveut mètu dins lès bouchons au coron di s' pachis. I n'a pus wêre tchamossé après ça!

C'èst l' mayeûr li min.me què lès payeut, avou dèl caurs di s' potche, mins lès djins do viladje duvin.n' pwârter on franc pa famille, tos les mwès, su ç' qu' i gangnin.n' avou leûs pôrcions d' bwès. Aviè 1858, su 75 èfants, gn-aveut 66 qui n' donin.n' rin. C' èsteut dèl-indijents, s'apinse li sècrétaire.

Gn-aveut d'dja on momint qui l' mononke Dônât dimoreut astampé au mitan dè l' pîsinte. Il aveut rôsté s' calote èt grèter s' tièsse. I tûzeut, l' mononke. Miyin, tot pèneûs ratindeut.

- Choûtoz, m' gamin. Vos-aloz riv'nu avou mi. Nos 'nn' alans causer avou vosse pa.- Non-fait, mononke, dji m'va fé taupiner.

- Nin avou mi! Ni vos disbautchîz pus. Tot ça s' va arindjî d'avant wêre. Dj' a rèscontré l' mayeûr ayî à l' net. Il a stî trover one saquî èt tot va candjî. Si dj' tin bin, on va bin rade douviè one novèle sicole, one vraîye! Qu' è d'djoz? One vraîye sicole avou on maïsse qui mousse foû d' Malon.ne. N'aurîz nin plaîji à-z-aprinde?

- Siya, ô, siya, mononke. Por mi ci sèreut l' pus grand dèl boneûrs mins on-z-a dandjî d' mi è l'maujone, vos l' savoz bin. Aler è scole, c'èst po les cis qu'ont bin l' moyin èt nos-ôtes, ostant fé tot swîte one crwès d'ssus.

- Taratata! Vinoz, r'ssouwoz vos-ouys èt sofler vosse néz. Si vos m' fioz on bia sorîre, ci sèrè co mia. Alans!

Rôsâ èt Félis' èstin.n' co atauvelés. I v'nin.n' do bwâre li cafeu. Is-ont stî one miète sibarés do veûy intrer l' Dônât avou leû Miyin.

- Ni m' di nin qu' il a co fait one frawe avau lès vôyes, in, Dônât! - Non, è, Félis', qui do contraîre. Djè l' a rèscontré è l' pîsinte do corti Nîje èt n's-avans tapé one pitite divise.

- A! Et on pout sawè di d' qwè ç' qui v's-avoz causé?

- C'èst po ça qui dj' so vèci. Vola d'dja on bokèt qu' dj' i tûze. Li mayeûr m' a dit qu' on-z-aleut douviè one novèle sicole, vèci o viladje. One sicole à chîs divisions, s'apinse li. Miyin n'est nin bièsse. I m' chone qui ç' sèreut pètchi do n' lî nin léyî apicî s' chance mins po ça, i faureut qu'il i vaye tos les djouûs, nin jusse quand i fait mwaîs, in!

- Lèbon, in, Dônât. Dj' a dandjî d' li vèci, sés, mi! Ti m' pudreus mi tch'vau d' cwârdia, twè! Et pwis, nos-avans d'dja malaujîy do nuker lès corons échone!

- Alons! Choûte one miète, Félis'. Dispeûy li mwârt da Tavîye, mi pôve feume, qui l'bon Diè l'mète è s' potche, dji catoûne et racatoûrner dèl djoûs au long. Dji n' a pont d' èfant. Dji su co d' bon bwès èt dj' a one miète di caurs di costé. Si vos v'loz bin, Rôsâ èt twè, Miyin sèrè one miète m'-y-èfant ossi. Djè l' rimousserè èt payî ç' qu' i faut. Si t' vous, dji vèrè d'ner on côp d'mwin po l' ovradge, come ça ti n' vièrè nin l' place, Félis'.

Dji n' mètrè qu'one condicion. I faurè qu' Miyin djoûwe li drwèt do djeu èt n' jamais r'dobler one anéye. Qu' è pinsoz?

Miyin, sins ratinde li rèsponse, aveut potchî au cô di s' mononke Dônât. Rôsâ avou sès deûs mwins djondûwes, osseut s' tièsse èt r'waîtî l' posture dè la Vièrje su l' djîvau. Su l' momint,



Félis' n' aveut nin moufeté mins deûs grossès lârmes bërôlin.n' dins lès pwêls di s' rossète baube.

- T' è-st-on brâve ome, Dônât, a-t-i dit, èt ça v'leut dîre brâmint d' pus qu' tos les mërçis.

Dônât aleut braîre ossi télemint qu' l' èsteut binauje, noste ome, mins i s' a rastinu èt lancî :

- N' avoz nin quètefiye on rèstant d' gote qui trin.ne avara pace qui mi dj' a swè d' awè tant causé!

Miyin a intré on mwès pus taurd à l' novèle sicole. Il a studyî èt travayî deur, fwârt deur. En 1867, il a moussî foû d' Malon.ne, aviè l' fèna mwès, li prumî di s' clâsse, come maîsse di scole.

Henry Matteredne, RN.(do Saut)

Ce texte, écrit par un «Rèlî Namurwès», est le fruit d'un homme qui comprend «l'esprit, l'âme wallonne». Il est le gage d'une «authenticité wallonne».

Il est vrai que l'auteur est originaire de Sart-Bernard et que sa carrière d'instituteur s'est déroulée à l'Institut Saint-Aubain à Namur.

Ni le milieu rural, et plus particulièrement sartoï, ni l'enseignement ne sont pour lui des inconnus.

Romancé, ce texte s'appuie sur des documents authentiques.

Plutôt qu'une traduction qui trahirait l'esprit qui sous-tend ces lignes nous avons résumé «l'histoire» basée sur les relations familiales.

#### AU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS.

L'école en ce temps-là.

Miyin est un grand gamin d'une dizaine d'années. Aîné d'une famille de cinq enfants, il fréquente, quand les travaux des champs ne requièrent pas ses bras, l'école du village installée dans une étable.

Il ne veut plus suivre les cours d'un instituteur qui n'a pas été formé, mais aussi pour une sombre histoire d'ardoise cassée. Son oncle Donat, veuf sans enfant le surprend à faire l'école buissonnière. Cet oncle bienveillant propose à Félix et à Rosa, les parents de Miyin, de le remplacer pour accomplir les travaux saisonniers et d'acquitter les frais engendrés par l'instruction du gamin. Néanmoins, il assortit son altruisme d'une condition : Miyin ne pourra doubler une seule année.

Ainsi dit, ainsi fait. Miyin est diplômé de l'école normale de Malonne en 1867.



L'école de Courrière en excursion à la chocolaterie Jacques à Eupen.

## LA FONCTION SOCIALE DE L'ÉCOLE OU PLAIDOYER POUR L'ÉCOLE AU VILLAGE.

Aller à l'école au village...

Avoir été à l'école du village...

Que de souvenirs et de moments forts...

C'est là que s'est tissé un réseau de relations et de pratiques de vie qui toujours laisseront des traces.

Car l'école au village ...

- c'est aller et revenir à l'école à pied, à vélo en s'arrêtant quelquefois en chemin pour converser avec Nelly qui racle son trottoir, pour regarder le paysage et les multiples facettes de la nature qui, au fil des jours et des saisons, se transforme, le champ de colza qui fleurit, le faisan qui court sur le sentier...

- c'est partager un même lieu-classe avec des condisciples avec lesquels on grandit pendant six à neuf ans avant de se quitter pour le secondaire et la ville....

- c'est se coltiner, plusieurs années, avec le même instituteur qui ne peut qu'adapter son programme à ses élèves et que mettre sa pédagogie dans une perspective plus large : donner du temps au temps pour atteindre ses objectifs, tant sur le plan cognitif qu'affectif...

- dans la classe unique, c'est pouvoir bénéficier de l'aide de ses copains qui réexpliquent autrement une matière peu ou mal intégrée ; c'est apprendre à travailler seul aussi, à organiser son temps et ses cours avec l'aide de l'instituteur qui apprend, non seulement une matière mais des moyens pour apprendre à apprendre et aussi et surtout, insidieusement, à développer un savoir-être avec soi et autrui, ce qui est bien important dans cette époque où la

démocratie est mise à mal.

Car si la démocratie, c'est donner une voix à chaque personne, c'est aussi respecter chacun, c'est bien dans une classe unique que cet apprentissage s'opère dans le vécu quotidien.

La fonction sociale de l'école joue à plein et l'école au village interfère plus qu'ailleurs dans l'éducation des jeunes tandis que les écoles à la ville (plus peuplées, plus impersonnelles, plus cloisonnées) se limitent (trop) à un rôle d'enseignement -transmission du savoir et savoir-faire.

Mais les choses ont changé.

Auparavant, les rythmes scolaires étaient bâtis sur les travaux des champs et l'école était un lieu de passage obligé avant d'aller travailler.

La volonté politique d'augmenter le niveau d'instruction de la population a modifié l'image de l'école. L'école est devenue un lieu de promotion et une chance d'accéder à une vie plus aisée, moins contraignante et les notables qu'étaient les instituteurs sont devenus des fonctionnaires trop peu considérés.

Lieu de vie et d'apprentissage, l'école a dû aussi tenir compte des parents qui deviennent, plus qu'avant, des partenaires du projet pédagogique, voire parfois des concurrents.

Au village, la collaboration a sans doute plus de chance de se mettre en place et à ne pas se limiter à l'organisation de fêtes ou d'activités ayant pour but de pallier les manquements de l'administration.

Ici encore, le contexte lié à une dimension plus humaine de l'organisation-école, permet au parents d'intervenir (sans s'ingérer!) dans l'action éducative : gestion de l'école, pertinence du contenu des cours, contrats et relations



avec les pouvoirs publics et organisateurs, et avec la population.

L'école c'est encore, peut-être actuellement un (des seuls) lieu où l'on peut voir vivre le village, où «l'esprit de clocher» peut se maintenir ; créer des liens, forger des racines pour y revenir plus tard ... dans ces villages qui deviennent peu à peu les dortoirs des villes.

Et c'est encore un lieu de rencontres d'une communauté de petits et de grands qui partagent, confrontent leurs expériences, leurs joies et leurs peines, et insufflent une nouvelle vie dans nos campagnes, dont le prince est l'enfant.

Michèle LEGRAND-KOCH  
maman d'élèves.



Sorinne-la-Longue (1932)

## 1. INTRODUCTION.

Sur le thème de l'école d'autrefois, et en coordination avec l'exposition de Crupet, nous avons pensé qu'une modeste recherche sur l'enseignement primaire vécu jadis dans notre commune intéresserait ses habitants et peut-être des sympathisants du passé assessois.

Il ne s'agissait pas de broser une vaste fresque historique, mais plutôt de tâcher de faire entendre les acteurs de l'école d'autrefois, dans le cadre restreint du cercle scolaire de Jambes, plus particulièrement de l'actuelle entité communale d'Assesse regroupant les anciennes communes d'Assesse, Courrière (Centre et Trieu d'Avillon), Florée, Maillen, Sart-Bernard et Sorinne-la-Longue.

Ni grande synthèse, ni comparaison statistique ou autre ne nous seraient d'ailleurs possibles étant donné l'état de notre documentation. Celle-ci comprend, outre les archives de l'administration provinciale de Namur - toujours sommairement classées malgré un demi-siècle «de cave» - des archives communales très lacunaires. La disparition de nombreux documents émanant soit des écoles, soit des instituteurs eux-mêmes est à déplorer. Une réglementation ordonnait pourtant de les conserver dans un local approprié.

Sans doute un réel effort des institutions concernées ferait-il sortir de leur sommeil ces richesses enfouies dont la fusion des communes a encore accru la dispersion.

Toutefois, cinq précieux registres, découverts fortuitement près de la chaudière du chauffage central - fonctionnant encore au charbon à l'époque - ont été retrouvés. Trois sont des comptes rendus de conférences scolaires et deux des devoirs de choix des instituteurs. Ces cinq registres, merveilleusement calligraphiés, couvrent l'époque allant de 1886 à 1926. Directement ou indirectement, ils nous apprennent sur la vie de l'école et de ses acteurs une foule de détails révélateurs d'une manière de penser et d'éduquer, donc de vivre, de ce terroir rural.

Afin de ne pas surcharger la lecture, nous avons renoncé à indiquer les références infrapaginales des citations entre guillemets. Ces citations proviennent presque toutes des cinq registres scolaires d'Assesse cités in fine. Toutefois, dans le chapitre 3 nous avons utilisé le registre des délibérations du conseil communal de Courrière pour ce qui concerne les écoles de ce village et le chapitre 4 fait appel à des sources plus diverses, tant provinciales que communales, reprises dans la bibliographie finale.



## 2. COUP D'ŒIL SUR LA RÉGION

Si l'on excepte Jambes, qui en 1913 comptait 6053 habitants, la population des autres localités du Cercle scolaire de Jambes était faible, allant de 1860 habitants pour Gesves à 352 pour Sorinne-la-Longue. Trois autres villages seulement dépassaient 1000 habitants : Assesse, Lustin et Naninne ; sept en comptaient entre 500 et 1000 : Courrière, Crupet, Dave, Erpent, Maillen, Sart-Bernard, Wierde et les deux dernières localités moins de 500 : Florée et Lives.

L'exploitation de carrière de pierre dans les villages bordant la Meuse et à Gesves notamment offraient

bien quelques emplois. De même des fosses «à derle» à Naninne, à Wierde et les ateliers de chemin de fer établi aux abords de Namur. Néanmoins la plupart des localités du Cercle scolaire de Jambes restaient essentiellement rurales et agricoles. Comme l'indique Robert Ulens, «La popula-

tion [du Condroz] est complètement rurale; mais il importe de noter que si nous disons rurale, nous n'entendons point cependant affirmer qu'elle soit entièrement agricole; le Condroz possède depuis un temps immémorial des industries rurales recrutant leur main-d'œuvre à la campagne [...] c'est maintenant surtout l'industrie de la pierre. Les ouvriers de cette industrie s'occupent encore accessoirement, soit pour

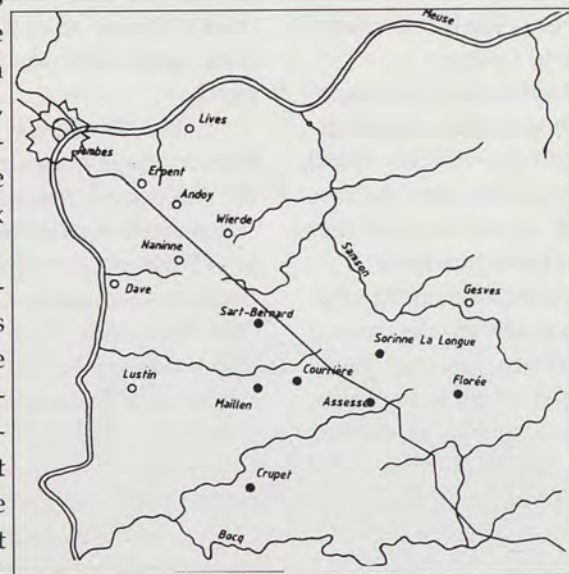
leur propre compte, soit pour le compte d'autrui, de travaux agricoles. Un grand nombre de Condrusiens vont [...] louer leur bras dans les usines du bassin de la Meuse, et conservent certaines attaches à la terre».

Il fallait bien nourrir une famille, souvent nombreuse. Le jardin, les quelques vaches, moutons ou porcs, les animaux de basse-cour permettaient aux ruraux «de nouer les deux bouts».

Le «programme pour servir à la construction et à l'ameublement des maisons d'école», établi en 1852, prévoyait que dans les communes rurales une «petite étable» soit adjointe à ces maisons.

L'agriculture, l'arboriculture et la culture d'un jardin potager faisaient partie du programme de l'école rurale et l'instituteur d'Assesse confirmait ce caractère rural lorsqu'il déplorait l'aversion qu'avaient les parents d'élèves

pour le travail des champs en notant en 1909 : «Dans un grand nombre de localités, et nous le constatons à regret, c'est le cas pour la nôtre, la grande généralité des parents ont tort d'aspirer à faire de leurs enfants des employés, des fonctionnaires. Ils envisagent le travail des champs comme pénible, grossier, humiliant, servile même».



## 3. ORGANISATION ET PÉRIPÉTIES DE L'ÉCOLE PRIMAIRE.

Notre pays n'a évidemment pas attendu son indépendance pour créer des écoles primaires. Le seul régime hollandais, désireux de combler chez nous un indéniable retard, en avait fondé 1500 en 15 ans ! Ainsi à Assesse et Maillen, l'existence d'écoles communales est attestée dès 1806 et à Crupet en 1818.

Mais dès que la Belgique fut libre elle se donna une constitution qui reconnaissait la liberté d'enseignement. Ce fut la porte ouverte à la création de nombreuses écoles privées, presque toujours catholiques. Pour être instituteur, il suffisait de se proclamer tel et d'ouvrir une école, mais encore fallait-il en vivre.

On vit donc fleurir des écoles libres, longtemps appelées privées, tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle, et pas seulement à la suite de la « loi de malheur » qui provoqua cependant leur multiplication. Il s'agissait le plus souvent d'écoles pour filles car on souhaitait dans nos régions conservatrices, «un enseignement répondant aux vœux des parents et en rapport avec le rôle que les filles doivent jouer dans la société».

Dans bien des cas, ces créations étaient le fait des familles nobles de tradition chrétienne, héritières des seigneurs de l'Ancien Régime dont des membres exerçaient des fonctions au sein des conseils communaux quand ils n'étaient pas mayeurs de la commune. En dehors de ces fonctions, ces propriétaires terriens maintenaient la population, essentiellement agricole, dans un état de dépendance : la culture ou l'élevage nécessitaient des champs et des prairies que le cultivateur devait bien leur louer. Le rôle des curés paraît aussi déterminant. Cette situation est suggérée par un rapport d'inspection :

«Le Conseil se compose à une exception près, d'ouvriers fort peu instruits, dont la plupart vivent dans une position dépendante, on leur fait croire qu'il est de leur dignité de ne pas céder [à la création d'une école communale mixte] celle des soeurs [l'école libre] qui est établie dans une mesure suffit aux yeux du curé et doit pourvoir à tous les besoins. Il faut subir le caprice du curé»

La première loi organisant l'enseignement primaire, la loi Nothomb, fut édictée en 1842. C'était une loi modérée et économique. Elle obligeait chaque commune à entretenir une école primaire mais l'autorisait à subsidier une école libre qui en tiendrait lieu. L'enseignement de la religion figurait au programme.

La commune d'Assesse appliqua cette latitude en adoptant l'école privée de Sorinne-la-Longue dont l'enseignant fut nommé instituteur communal en 1863.

Néanmoins, des écoles libres pour filles continuaient à se créer. Ainsi à Maillen, en 1864, à l'initiative des familles de Monin et de Woelmont, puis à Florée où, en 1867, la baronne du Pont d'Ahérée installa dans une luxueuse gentilhommière du XVIII<sup>ème</sup> siècle dénommée «La Baraque» l'école qui y subsista jusque 1885.

A Maillen, l'école libre tenue par des religieuses de la Providence de Champion fut meublée par les familles protectrices et hébergea jusqu'à une centaine d'élèves dont quatorze internes. Cette école devança de trois ans la construction d'une nouvelle école communale, ce qui ne manqua pas de provoquer des rapports d'inspections mordants. «Comme à Naninne et Wépion, on a cherché à



opposer l'antériorité de l'ouverture de l'école (libre) et maintenant que les filles y sont entrées, on argumente de l'intérêt financier des habitants pour engager le Conseil à décliner la création de l'école communale». Un autre rapport exprime la même idée : «Lorsque l'autorité administrative veut créer une école de filles, on s'empresse d'ouvrir une école privée, on y fait entrer les enfants et on oppose le fait accompli». Et ce rapport ajoute « On ne va pas encore jusqu'à nier le droit de l'autorité laïque d'ouvrir une école de filles mais on cherche à paralyser ce droit. C'est un défi lancé à l'autorité civile».

Ces escarmouches entre écoles libres et écoles officielles passèrent à la dimension de vraie «guerre scolaire» avec le vote par les libéraux de la loi Van Humbeek en 1879.

Les libéraux qu'excédaient les immixtions de l'Eglise dans le pouvoir civil profitèrent de leur retour au gouvernement pour faire voter cette loi que les catholiques qualifièrent de «loi de malheur». La loi supprimait l'autonomie communale et faisait de l'Etat le seul maître de l'enseignement. Elle imposait à chaque commune d'ouvrir une école officielle où l'on ne pourrait nommer que des instituteurs sortis d'écoles normales officielles. De plus elle bannissait le cours de religion du programme.

Le seul dépôt du projet de loi provoqua une levée de boucliers chez les catholiques qui y virent l'intention de saper les croyances chrétiennes, voire l'ordre social existant.

Sous l'impulsion de leurs évêques, les curés tonnèrent en chaire de vérité contre «l'école sans Dieu et les maîtres sans foi».

Le gouverneur de Namur reçut la directive d'apaiser les esprits et de les éclairer. Ordre lui fut donné de mettre un terme aux pétitions contre le projet de loi que des gardes-cham-

pêtres colportaient dans les communes et d'interdire la distribution aux élèves des écoles communales d'écrits subversifs.

Quand la loi entra en application, elle suscita réticences et mauvaise volonté en maints endroits et aboutit à un effet peut-être inattendu des libéraux : la multiplication des écoles libres. En un an, 1936 communes sur 2515 eurent une école libre tandis que la population scolaire catholique passait de 13,1 % à 63 % !

Dans notre région, où les écoles communales étaient largement catholiques, la «loi de malheur» n'apporta pas de grands bouleversements. L'instituteur de Lustin notait qu'il n'y eut «ni trouble, ni désorganisation» car «l'autorité communale et les parents des élèves, aussi bien que l'autorité ecclésiastique avait pleine confiance dans la sagesse et le zèle du personnel enseignant, les écoles officielles restèrent inattaquées, aucune école libre ne fut créée».

A Courrière, esprit parcimonieux et opposition aux ordres du gouvernement libéral rivalisèrent pour faire obstruction aux nouveautés scolaires.

Dès 1874, le Conseil considérait inutile de créer une école communale pour filles et d'y nommer une institutrice vu que «cet enseignement est suffisamment organisé à l'aide d'une école de filles et d'une école gardienne tenues par des religieuses, établissement que la commune doit à une famille respectable». Lorsque les religieuses furent rappelées par leur Supérieure en avril 1877, il fallut se résigner à prévoir des dépenses pour une école de filles et à nommer Céline Gillet comme institutrice communale, ainsi que sa jeune soeur, chichement payée, pour tenir une école gardienne. Les soeurs Gillet démissionnèrent, à la suite de la loi de malheur, le 4 août 1879. Vingt jours plus tard le Conseil

Communal, constatant que, vu l'existence d'une école libre gardienne, «l'école communale (allait) se trouver déserte» voulut solliciter du Gouvernement la suppression de l'école gardienne communale. Le Ministre obligea le village à la maintenir. Le Conseil se lamenta : «Cette école est destinée à rester vide attendu qu'il en existe une soutenue par la charité privée et réunissant toutes les conditions désirables». Il prétendit n'agir que «contraint et forcé par les ordres qui lui [étaient] donnés».

La même année, le Conseil refusait de mettre la moindre somme au budget pour acheter des prix aux (rares) élèves de l'école communale, refusait de payer l'enseignement religieux donné par l'institutrice intérimaire à l'école communale, refusait de modifier la liste des enfants admis à l'instruction gratuite pour 1879-1880 «attendu que quelques enfants coûtent assez d'argent à la commune». Le Conseil refusa encore cette année-là de transférer l'école publique des garçons au Trieu d'Avillon, beaucoup plus peuplée que celle de Courrière ... mais il dut céder aux ordres du Gouvernement l'année suivante.

La situation fut similaire à Sart-Bernard, où le Conseil rejeta en

1880 la création d'une école de filles et d'une école gardienne communales. Mais il revint un an plus tard sur sa décision concernant l'école primaire et déclara en 1884 avoir «(traversé) la crise scolaire grâce à la bonne entente qui (avait) toujours régné entre le personnel enseignant d'un côté l'administration locale et l'autorité ecclésiastique de l'autre».

A Sorinne-la-Longue, l'administration communale devança de quelques mois l'arrêté royal du 11 décembre 1882. Comme elle craignait la désertion de l'école communale mixte au profit de l'école libre, elle décida la gratuité de l'enseignement et même des fournitures classiques et nomma une maîtresse pour les travaux manuels. Malgré cela, l'école officielle ne comptait plus que «4 à 5 élèves» à la rentrée de 1882. Deux ans plus tard, le retour des catholiques au gouvernement aidant, 35 garçons et 31 filles, s'inscrivirent à l'école communale, tandis que les cours de gymnastique, la classe d'ouvrier et l'école d'adultes étaient supprimés, malgré 30 postulants.

Après bien des palabres, l'adoption de l'école libre fut refusée en novembre 1885 et en 1886, la gratuité pour tous remise en question.



Ecole de Sorinne-la-Longue



Bien entendu, les catholiques revenus au pouvoir en 1884 s'empressèrent de restaurer l'autonomie communale.

A Courrière, l'école communale des filles fut supprimée dès le premier octobre et l'institutrice mise en disponibilité.

Quelques jours plus tard, on rappela que le premier point du programme des écoles primaires communales était l'enseignement de la religion catholique et de la morale (chrétienne). On décida le 13 octobre, la nomination d'une institutrice et l'adoption de l'école des religieuses. Soeur Saint Firmin, pourtant non diplômée, jouirait d'un traitement annuel de 1000 francs.

A Florée, un arrêté royal de 1885 dispensa l'Administration Communale de maintenir son école qui n'était plus fréquentée que par six élèves. Les locaux furent mis à la disposition de l'école libre et la direction confiée à un nouvel instituteur, tandis

qu'on mettait l'instituteur communal en disponibilité. Emigrée à Magimpré, en 1890, dans un local construit grâce aux libéralités de la famille fondatrice, cette école fut soutenue par les héritiers du baron d'Ahérée jusqu'en 1907, date à laquelle la commune l'adopta.

Il semble que la seule école libre fondée postérieurement à la «loi de malheur», sans doute dès 1880, fut celle d'Assesse. La famille Vermeulen de Mianoye la finança et en confia la direction aux Soeurs de la Doctrine Chrétienne de Nancy.

On le voit, trois types d'écoles cohabitèrent désormais : les libres, les communales et les adoptées, sans parler des «adoptables».

Il fallut attendre 1914 pour qu'enfin les écoles soient toutes mises sur un pied d'égalité, en même temps que l'enseignement primaire devenait obligatoire et gratuit pour tous, de 6 à 14 ans.



Ecole libre, Florée (1960).

## 4. LES BÂTIMENTS D'ÉCOLE.

### PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES.

Le programme de construction et d'ameublement des écoles primaires de juillet 1852 prévoyait qu'en zone rurale le bâtiment d'école abrite la maison communale et le logement de l'instituteur. La proximité de l'église était recommandée afin de faciliter aux élèves «la fréquentation de l'office divin et, à l'instituteur, l'exercice des fonctions accessoires de clerc, sacristain ou organiste dont il [pouvait] être chargé».

Autant que possible, les salles de classes se situeraient au rez-de-chaussée et les fenêtres seraient orientées sud-est et nord-ouest, «de manière de les placer à la fois à l'abri des grands froids comme des chaleurs excessives, tout en facilitant le matin et l'après midi l'accès aux rayons solaires». Ces fenêtres devaient «être disposées autant que possible des deux côtés opposés de manière que la lumière vienne tomber latéralement sur les pupitres des élèves». Si cette disposition ne pouvait être adoptée (...) «il [importait] au moins de les établir à la gauche des élèves».

L'habitation de l'instituteur «devrait contenir aux moins les pièces suivantes : 1° une place à manger, 2° un cabinet d'étude pour l'instituteur, où l'on puisse recevoir les parents et les visiteurs de l'école, 3° trois chambres à coucher, 4° cuisine, 5° cave, 6° grenier, 7° lieu d'aisance, et 8° petite étable, dans les communes rurales».

La séparation des sexes était la règle et on préconisait dès 1855, la création d'écoles destinées aux filles.

Cette réglementation prescrivait pour les salles de classe :

- une température, qui ne dépasse pas 14 à 15 degrés, quelle que soit la saison,
- de badigeonner les murs d'une couleur claire «tirant sur le bleu, le vert ou le jaune».
- de leur donner des dimensions permettant de contenir 50 à 60 élèves, exceptionnellement 80 ou 90.

- de prévoir un emplacement minimal de 0,64 m<sup>2</sup> par élève, en sus de l'espace laissé aux couloirs, estrade et meubles.
- de garantir un volume d'air de 6m<sup>3</sup> par enfant. Cette prescription explique la grande hauteur sous plafond des salles de classes bâties au siècle dernier.

La cour de récréation, en terre battue, devait être pourvue d'un préau abritant une pompe ou une fontaine destinée à l'ablution et à la boisson des élèves.

On concevrait les portes des toilettes de manière à ce que l'instituteur puisse voir la tête et les pieds des enfants.

L'emplacement des bancs «en amphithéâtre, dont le plancher aura une pente de trois centimètres par mètre», était aussi une condition essentielle à la surveillance des enfants par l'instituteur dont l'estrade «devra être aussi élevée pour qu'il puisse, de son siège, apercevoir les mains des élèves posées sur les pupitres».

En 1856, diverses modifications furent apportées à ce règlement.

Ainsi, par exemple, la place occupée par un élève était portée à 80 dm<sup>2</sup>, une salle de classe devait avoir 4 à 4,5 mètres de hauteur et ne pouvait accueillir plus de cent enfants, la disposition en amphithéâtre était abandonnée. Ces prescriptions subirent des modifications notamment en 1874.

Une circulaire ministérielle de mars 1859 prescrivit que soit dressé un état des lieux des bâtiments d'école.

Mais l'année suivante, le ministre constatait que les projets de construction de logement d'instituteurs «ne comprennent pas le nombre de pièces nécessaires aux besoins d'un ménage et les pièces qu'ils comprennent sont presque toujours fort basses, mal distribuées et beaucoup trop petites». Par ailleurs, il fut nécessaire de rappeler aux administrations communales leur obligation de maintenir les bâtiments scolaires en bon état, notamment en 1857 et 1868.



LES BÂTIMENTS D'ÉCOLES DANS L'ENTITÉ.

LES BÂTIMENTS DES ÉCOLES LIBRES.  
Peu de renseignements ont été découverts.

Assesse		1884 ?	
Courrière (Trieu d'Avillon)	Baron de Béthume	1873 ?	Cet architecte est aussi l'auteur des plans de l'église et peut-être du presbytère. La construction d'une école libre pour les garçons était aussi envisagée.
Florée		1890 ?	

LES BÂTIMENTS DES ÉCOLES COMMUNALES.

Localité	Architecte	Date d'adjudication Adjudicataire	Affectation actuelle
Assesse	Provincial GLIBERT DEHENEFFE (Namur)	1821 01.01.1862 P.J. MICHAUX (Schaltin) 20.05.1937 DOHET Edmond (Gesves) PINEUX Hector (Naninne)	Démolie Administration communal, secrétariat, police  Ecole communale Bibliothèque publique
Courrière	Provincial BLAMPAIN	1850	Aliénée
Crupet	Provincial DEGRENÉ	1863	Salle communale polyvalente
Florée	Provincial BLAMPAIN	1853 BERTRAND Pierre-Joseph	La plus petite école communale de l'entité avec 13 élèves pour les 6 années primaires en 1994-1995
Maillen	Provincial DEGRENÉ	1834 20.09.1867 MOSSERAY Louis (Lustin) 08.06.1893 MARCHAL Alphonse (Godinne)	Démolie Ecole mixte  Ecole Mixte
Sart-Bernard	Provincial DEGRENÉ	Adjudication au rabais, 1861	Aliénée
Sorinne-la-Longue	Provincial GLIBERT	25.03.1863 P.J. MICHAUX (Schaltin)	Salle communale polyvalente

Au Trieu d'Avillon, l'école communale fut installée dans une maison achetée à la baronne de Monin en 1888 et aménagée dix ans plus tard sur des plans de l'architecte Lange de Namur. De nouveaux locaux, dessinés par l'architecte Dericke de Dinant, furent adjugés aux entreprises Jaumotte de Chapois (Leignon) le 9 mai 1960.

L'instituteur de Lustin notait en 1901 : «Les bâtiments de l'ancienne école qui sont démolis depuis une trentaine d'années seulement ne comprenaient au rez-de-chaussée qu'un local construit au mépris des règles de l'hygiène. Cette salle, d'une trentaine de mètres carrés, n'était éclairée que par des fenêtres de petites dimensions et la lumière pouvait à peine pénétrer jusqu'aux coins reculés».

Comme à Lustin les locaux affectés à l'enseignement communal dans l'entité d'Assesse étaient peu appropriés à leur destination. Généralement trop exigus, les élèves s'y entassaient.

A Courrière, en 1849, l'école privée était installée «dans la chambre d'un cabaret».

Le bâtiment de l'école privée de Sorinne-la-Longue était jugé en 1855 «plus exigu et plus infect que celui d'Assesse». Cinq ans plus tard, «le plafond de la chambre où l'on tient l'école à Sorinne s'est écroulé et par cet accident la pièce a obtenu une élévation fort considérable puisqu'elle atteint le plancher du grenier». Et en conclusion : «Les élèves auront donc du bon air pendant le reste de l'année».

A Crupet, les textes témoignent de la lente dégradation du bâtiment d'école. En 1854, «la salle d'école est humide, le plafond s'est enfoncé sous le poids du foin que l'on entasse dans un magasin immédiatement au-dessus de cette école». Cinq ans plus tard, «elle menace ruine et elle a des murs lézardés au point qu'on voit au travers». Néanmoins quatre années

furent encore nécessaire avant que ne s'érige un nouvel édifice. Et en 1889, la commune échangeait avec la fabrique d'église «un bâtiment en ruine dit vieille école».

L'implantation fut quelquefois fâcheuse. L'inspection scolaire notait à propos de la première école de Maillen, construite en 1834 : «Il paraît que l'école actuelle est construite sur l'emplacement d'un ancien cimetière et que du sol s'échappent, surtout en temps de fortes pluies ou de grandes chaleurs, des exhalaisons méphitiques des plus nuisibles à la salubrité du local».

Si la première loi organisant l'enseignement primaire était promulguée dès 1842, il faut attendre la décennie suivante pour que débute la construction de nouveaux bâtiments : Courrière en 1850 et Florée trois ans plus tard. Bien que des tractations aient débutés à Assesse dès 1848, on ne construisit que quinze ans plus tard les bâtiments de Sorinne-la-Longue et d'Assesse. 1863, fut aussi l'année de construction de l'école de Crupet, tandis que celle de Sart-Bernard avait été érigée deux ans plus tôt.



Ecole communale de Crupet (1934).



## LES BÂTIMENTS DES ÉCOLES COMMUNALES À ASSESSE.

Vu que Florée compte utiliser sa documentation pour fêter le 150<sup>ème</sup> anniversaire de son école communale, il ne nous restait qu'Assesse où nous disposions d'archives suffisantes pour retracer l'historique des bâtiments d'école ou leurs projets, dans une localité rurale.

Une première école communale fut construite vers 1821. Il s'agissait d'un bâtiment d'environ 40 m<sup>2</sup>, éclairé par quatre fenêtres de 1m40 x 1m, dont il subsiste la cave, situé à l'emplacement de l'actuelle maison communale.

Dès 1848, l'inspection scolaire jugea ce local trop petit. Les normes réglementaires en vigueur à cette époque y autorisaient l'accueil de 54 élèves, or, il en contenait une septantaine. De plus il était jugé malsain : (...) «L'humidité suintante est tellement forte que l'instituteur est obligé quelque rigoureux que soit le froid de laisser une fenêtre ouverte pendant la classe pour dissiper l'air infect que l'on y respire». La proximité du cimetière à une quinzaine de mètres, d'une tanne-

rie établie au n°5 de l'actuelle place communale, «d'où il s'exhale constamment un air insalubre et nuisible jusques dans les classes» et «le voisinage bruyant des cabarets» accentuaient encore l'inconfort des lieux. Quant au logement de l'instituteur il ne comportait qu'une seule pièce de 22 m<sup>2</sup>.

Néanmoins, l'administration communale estima ce local suffisant pour la population scolaire, arguant du fait que «la section de Sorinne, actuellement érigée en succursale et y ayant un curé contient au moins un quart de la population de la commune, dont aucun élève tant garçon que fille ne fréquente plus l'école primaire (d'Assesse), en ayant établi une audit Sorinne que tous les élèves de cette paroisse fréquentent afin d'être à portée des instructions de leur curé». Une fois de plus la commune invoquait les travaux de voirie qui engloutissaient l'essentiel des ressources.

Ces travaux de voirie reviennent comme un leitmotiv dans toutes les communes de l'entité afin de postposer la construction d'écoles. A Maillen et Sorinne-la-Longue on prétextait, en outre, des frais relatifs à la construction de l'église.



Ecole communale, Assesse (1954).

Les années passèrent, les palabres continuèrent entre les autorités de tutelles et la commune. En 1851 l'autorité provinciale estima «que les ressources de cette commune [étaient] assez considérables et qu'il lui serait pénible d'être mise dans la nécessité de recourir à des mesures coercitives». La commune envisagea quelques minimes aménagements mais se refusa à construire un nouveau bâtiment d'autant plus que l'école des filles était hébergée dans un bâtiment loué. Ce local de 25 m<sup>2</sup>, prévu pour 35 enfants, en accueillait 66.

1853 marqua une nouvelle étape dans la construction d'une école. L'administration communale sembla transiger. L'inspecteur ne fut pas dupe de la manoeuvre car la commune se proposait «de construire une maison d'école assez bizarre, seulement afin de conserver quelques pans de mauvais murs construits en pierres qui suintent d'humidité à chaque changement de temps». Soucieux du niveau de vie de l'instituteur l'inspecteur ajoutait : «Je ne vois figurer dans le plan ni logement d'instituteur, ni four, ni étable, ni lieu d'aisance». Et de conclure en vertu des dispositions réglementaires de 1852 et 1853 qu'il fallait entièrement refaire le plan.

En 1854, le dossier sembla progresser : l'administration communale consentit à ce qu'un nouveau plan soit dressé. Mais lors de l'entrevue entre le bourgmestre et l'architecte provincial Blanpain les choses tournèrent court.

L'agrandissement des locaux existants était loin de satisfaire l'inspecteur cantonal qui s'exclama : «On ne peut se défendre d'un sentiment pénible quand on voit une administration pourvue d'ailleurs de ressources financières suffisantes, se montrer à un tel point parcimonieuse de quelques misérables deniers au détriment de la santé et de la bonne éducation des enfants de toute une commune».

L'année suivante la commune envisagea l'achat et l'aménagement de l'ancienne caserne de gendarmerie afin d'y établir les écoles communales. Mais bien que le budget de 1856 présentât un solde positif de 11.438 francs et que les revenus de la commune fussent de plus de 4200 frs l'administration communale renonça à cet achat. Cependant, il semble que plus que les considérations budgétaires, ce furent des dissensions entre les membres du conseil communal qui firent capoter le projet.



L'école communale des filles et des garçons abritaient aussi les logements des enseignants et la maison communale. Assesse, 1863.

Les lettres de l'instituteur, de l'institutrice et même du curé aux autorités de tutelle ne purent fléchir l'édilité locale. Celle-ci alléguait même l'état de ruine de l'ancienne caserne de gendarmerie qu'il sera encore question d'acquiescer en 1904. Cette construction existe toujours aux n° 3 à 9 de la rue de la Gendarmerie, face à l'actuelle école des garçons.

Après le rejet de deux plans, l'administration communale prétendit en faire dresser un troisième tout en se trouvant partagée sur l'emplacement du bâtiment. Il s'agissait d'une construction neuve projetée pour 1857.

L'année suivante fut celle des bilans.

Sans doute, la complexité des règlements fit-elle renoncer la province à imposer d'office une construction à la commune. Le bourgmestre - nouvellement élu - mais démissionnaire l'année



suivante, reconnu que «l'école [offrait] maintenant des dangers sous tous les rapports». Il proposa à nouveau l'acquisition de l'ancienne gendarmerie, mais il se trouva seul pour défendre cette option. Face à lui, échevins et conseillers prétendaient disposer d'autres emplacements, notamment celui qu'occupait l'école, pour y construire un nouveau bâtiment.

L'instituteur Defrenne stigmatisa ainsi l'attitude du Conseil dans une lettre à son inspecteur : «(...) la situation du Conseil est telle (...) que toute décision favorable à cet objet est écartée avec le plus grand soin, vous connais-

Ce dernier releva que depuis le début des pourparlers, en 1848, on lui avait imposé sur le sujet 14 rapports. Il ajouta que «si les affaires administratives pouvaient donner de la mauvaise humeur, ce serait ici le cas d'en manifester» et qu'«il y a lieu d'appliquer quelque chose aux reins (!!!) de cette administration communale pour la contraindre à sortir de ce mauvais pas où elle s'embarque». Par la suite l'inspecteur provincial fut chargé par le ministère de visiter les lieux en compagnie de l'architecte voyer. L'un et l'autre conclurent dans leurs rapports à la nécessité de détruire l'ancienne école et d'en reconstruire une sur le même emplacement.

La concrétisation de ce projet prit malgré tout encore cinq années :

- En mai 1861, les plans et le cahier des charges furent dressés, sans doute par l'architecte provincial Degreny.

- En septembre de la même année le ministère envoya son autorisation, à condition : de «ne plus faire d'enterrements sur la partie du cime-

tière qui avoisine l'emplacement proposé pour l'école». Par la même occasion il rappela les exigences d'«aéragé» des classes.

- En janvier 1862, une fois décrochés les subsides de l'Etat et de la Province, les

travaux furent adjugés à Pierre Joseph Michaux, entrepreneur à Schaltin, pour une somme de 20.900 francs.

- En juin 1863, seulement eut lieu la réception provisoire des travaux.

La première année de ce XX<sup>ème</sup> vit recommencer les palabres. Les écoles de nos villages s'éloignaient fort des exigences d'une d'hygiène «moderne»: cours de récréation en terre battue, installations sanitaires archaïques, voire inexistantes, absence de préaux.

Les locaux de l'école de 1863 «(laissaient) considérablement à désirer. Les classes [étaient] mal disposées. Il (n'existait) pas de préaux. Pendant les récréations, les enfants [occupaient] la place publique».

En juin 1901, l'inspecteur du service de santé civil, l'architecte provincial et l'inspecteur principal de l'enseignement primaire visitèrent les lieux, en



A droite, l'ancienne caserne de gendarmerie, à gauche, le mur de soutènement de la cour de l'école des garçons, Assesse, 1947.

présence du bourgmestre Montjoie et des membres du Conseil. Alors que le ministère se serait contenté d'aménagements, l'inspecteur aurait voulu «voir abandonner les locaux actuels et construire de nouveaux bâtiments». Naturellement, «cette solution radicale, (...) incontestablement la meilleure, [ne fut] pas acceptée par la commune».

Les discussions durèrent encore plus de trente ans puisque la construction de l'école actuelle ne fut mise en adjudication qu'en mai 1937,

Curieusement, ces nouveaux locaux, à peine mis en service, eurent une destination imprévue. C'est là que les soldats du fort de Dave, et peut-être aussi d'Andoy, en route vers l'Allemagne, passèrent leur première nuit de captivité et furent réveillés à trois heures du matin à l'aube du 25 mai 1940.

Mais revenons un moment sur l'état des cours de récréation et des sanitaires dans quelques écoles communales de l'entité au début de ce siècle. Ces textes sont tous extraits de rapports d'inspection.

A Assesse, «à défaut d'urinoir, les garçons utilisent les murs qui entourent l'église. (...) Les privés installés dans une cour étroite - cour de service de l'instituteur - sont d'un accès très difficile pour les élèves; chose incroyable, les produits des latrines restent en suspens dans un gros tuyau encastré dans le mur et y sont maintenus à l'aide d'une grosse pierre placée

à la base du tuyau. Comment les enlève-t-on ? Nous l'ignorons. C'est peut-être un nouveau système....».

A Courrière, «l'urinoir installé à deux mètres à peine de la porte d'entrée de la classe a été creusé par l'instituteur dans un court morceau de bois, à la façon des pirogues des tribus sauvages. Ce n'est ni décent, ni hygiénique, ni tolérable». Quant aux privés, ils sont «dans un état scandaleux».

A Maillen, les travaux d'assainissement de la cour de récréation, qualifiée de «bourbier infect», sont postposés de plusieurs années. l'administration communale mettant en avant des travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'aménagement du nouveau cimetière.

L'urinoir consistait «en un tonneau enfoncé dans la terre et autour duquel les enfants viennent se placer pour satisfaire leur besoin naturel». Gageons que cette situation devait être mise à profit pour organiser des concours extra-scolaires. «Les privés sont délabrés et antihygiéniques».

Terminons cette évocation par Florée où l'état de la cour de récréation et des sanitaires ne fut amélioré qu'en 1935. Il fallut pour cela la visite impromptue de François Bovesse, alors Ministre de l'Instruction publique. Cette visite provoqua l'ire du mayer, qui aux élections communales de 1938 trouva sa liste confrontée avec une liste de tendance libérale, conduite par l'instituteur.





Ecole libre, Assesse. Vers 1965



Ecole libre, Assesse. Madame Maguy et les petits. Vers 1982



Ecole libre (?), Sorinne-la-Longue

## 5. LA VIE DE L'ÉCOLE.

### LE MÉTIER D'INSTITUTEUR.

Sans doute est-ce le plus beau métier qui soit, mais longtemps, le métier d'instituteur n'a pas nourri son homme. Au début de notre indépendance, de nombreuses communes profitèrent de la liberté d'enseignement, inscrite dans la constitution, pour supprimer du budget communal les dépenses afférentes à l'instruction primaire. Elles allèrent parfois jusqu'à renvoyer l'instituteur nommé par le régime hollandais.

L'état d'esprit ne portait pas, surtout dans les communes rurales, à beaucoup dépenser pour le secteur culturel.

La situation s'améliora dans la seconde moitié du siècle dernier et certainement après 1860 où l'idée du rôle de l'école dans la promotion sociale commença à faire son chemin. Mais vers le milieu du siècle, beaucoup d'instituteurs, tant des écoles privées que des écoles communales «tiraient le diable par la queue».

Les doléances sont nombreuses à ce sujet.

C'est ainsi que l'instituteur de l'école privée de Courrière démissionna en 1845 «ne trouvant pas dans son état d'instituteur un moyen suffisant d'existence». Une constatation similaire est faite par l'instituteur de l'école privée de Sorinne-la-Longue quatre ans plus tard. En 1858 encore, l'instituteur de Courrière se plaignait de n'avoir qu'un traitement de 600 francs par an. Il ne possédait pas de jardin, et ajoutait «Je ne suis ni secrétaire ni receveur communal et par conséquent je ne jouis d'aucun autre revenu que celui que me procure ma place d'instituteur, vous pouvez imaginer (...) que je dois bien souvent me priver du nécessaire et prendre toutes les

mesures pour ne pas me cribler de dettes».

Monsieur Prangez, maître d'école à Lustin vers le milieu du siècle, compensait son maigre traitement grâce à ses fonctions de chantre, de sacristain et de secrétaire communal. A Maillen, en 1859, le conseil communal souhaitait la révocation de l'instituteur qui remplissait, outre les fonctions de secrétaire et de receveur communal, celle d'agent d'affaires. Cette dernière occupation «prévalait sur les autres».

Comme on le voit, les instituteurs durent longtemps s'adjoindre l'un ou l'autre métier pour subsister.

Une réaction se fit peu à peu dans le milieu de l'inspection. Lorsqu'en 1861 l'instituteur de Crupet sollicita la place de receveur du bureau de bienfaisance, l'inspecteur s'y opposa, à moins que le candidat ne renonce à ses fonctions de clerc-chantre. Dans son rapport, l'inspecteur estimait devoir combattre «cette tendance de nos instituteurs de vouloir s'immiscer dans toutes les affaires communales. Ils veulent être secrétaire et receveur de la commune, du bureau de bienfaisance et de la fabrique d'église, marguilliers-chantres, arpentiers, etc... Ils deviennent, en général, des gens d'affaires et ne sont plus instituteurs que de nom. Ils ne lisent plus, n'étudient plus. Ils enseignent aujourd'hui comme ils ont enseigné hier et comme ils enseigneront demain. Ils ne préparent plus leurs leçons parce qu'ils n'en n'ont plus le temps : les affaires les en empêchent. Et la plupart de nos instituteurs sont dans ce cas, sauf quelques, et heureusement bonnes exceptions. Je reconnais qu'autrefois il fallait bien accorder ces encouragements aux instituteurs parce que leurs traitements étaient insuffisants et



qu'avant tout ils devaient vivre. Mais aujourd'hui que ces fonctionnaires sont assez bien rétribués, cette multiplication n'a plus sa raison d'être.

Une circulaire ministérielle d'octobre 1868 limitait les cumuls. Les professions présentant un caractère de domesticité, de même que les fonctions de sacristain, de clerc de paroisse, d'agent de compagnie d'assurance, de société industrielle ou financière, étaient déclarées incompatibles avec la profession d'instituteur. Cette circulaire tolérait, moyennant autorisation préalable, toujours révocable et pourvu que la commune compte moins de 700 habitants, que les instituteurs exercent encore des fonctions communales au bureau de bienfaisance ou à la fabrique d'église. La fonction d'organiste était limitée aux jours fériés et à la paroisse dont dépendait l'enseignant. De même, la culture n'était tolérée que si l'exploitation ne dépassait pas un hectare.

Néanmoins à Maillen, en 1898, l'instituteur exploitait «depuis bientôt trente ans» une entreprise agricole de plusieurs hectares. Six vaches et un cheval étaient hébergés «dans le bâtiment d'école ou ses dépendances». Notons qu'il devait nourrir neuf enfants.

Malgré l'interdiction ministérielle, l'instituteur de Sorinne-la-Longue, ouvrait en 1878, au nom de l'une de ses filles, une épicerie et un commerce d'aunage. En outre, il exerçait «indirectement la profession de cabaretier, incompatible avec les fonctions d'instituteur». Malgré la promesse de supprimer cette dernière activité, Narcisse Soeur, fut sanctionné d'un «blâme sévère» et mis «en demeure d'aller habiter le logement communal mis à sa disposition». A sa décharge, disons que sa famille se composait de neuf personnes.

Le mode de rétribution des instituteurs se composait d'une partie

fixe, payée par la commune, et d'un casuel variant en fonction du nombre d'élèves : les élèves solvables payaient leur quote-part et le bureau de bienfaisance assurait celle des indigents. Ce casuel s'acquittait chaque mois.

Selon l'ancien usage des écoles rurales, les élèves qui n'écrivaient pas payaient 60 centimes et ceux qui écrivaient donnaient 1 franc. Gageons que comme le suggère l'instituteur de Lustin, en 1901, les enfants les plus pauvres se libéraient de leur obligation en nature.

Il est très difficile d'établir avec précision le revenu des instituteurs. Celui-ci variait selon les communes (les communes rurales étaient les moins bien loties) le nombre d'élèves, le réseau scolaire, le sexe et l'ancienneté du maître. En outre des avantages en nature, comme la jouissance d'une maison et d'un jardin pouvaient s'ajouter au traitement en argent. A titre d'exemple, l'instituteur de Lustin touchait 780 francs par an en 1846, soit 180 francs fixes, plus la rétribution des élèves solvables (240 francs), plus celle payée pour les enfants pauvres (260 francs).

Dans les années 1860, une nouvelle source de revenu améliora les ressources de l'instituteur. Ce fut le traitement qu'il touchait pour les cours d'adultes qu'il dispensait le soir et le dimanche.

Les écoles d'adultes furent créées suite à l'arrêté royal de 1866, sans doute pour ne pas laisser tout le terrain aux innombrables écoles dominicales organisées par le clergé. Voici comment le rapport, adressé au roi en septembre 1866, les justifiait : «Beaucoup d'enfants ne fréquentent l'école que très irrégulièrement et la quittent généralement vers l'âge de 10 à 11 ans pour se livrer aux travaux de l'agriculture et de l'industrie ou pour entrer en condition. Dès lors, ils sont abandonnés à eux-mêmes et ils ont

bientôt oublié ce qu'ils avaient appris. L'école d'adultes peut les sauver de l'ignorance, en leur fournissant le moyen de conserver les connaissances acquises et d'en acquérir de nouvelles».

En outre ces cours permettaient à l'instituteur de recevoir des émoluments supplémentaires «qui lui feront un revenu suffisant».

A Crupet et à Maillen, les cours pour adultes furent organisés dès 1867. Ils débutaient en octobre et finissaient le 31 août, tant pour les hommes que pour les femmes. Cependant, pour les hommes, les cours se donnaient trois soirées par semaine, tandis que les femmes n'avaient droit qu'à quelques heures le dimanche. A Lustin, durant les 20 dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'école pour adultes créée en 1880 comptait chaque année une moyenne de 35 élèves.

Ces classes d'adultes étaient réparties en deux divisions : la division élémentaire et la division supérieure. Dans la première on enseignait la lecture, l'écriture, le système des poids et mesures, les éléments de calcul et de la langue maternelle. Dans la seconde s'ajoutaient des éléments de géographie et d'histoire, principalement géographie et histoire de Belgique, ainsi que des notions de droit constitutionnel et d'hygiène. Pour les femmes le droit constitutionnel était remplacé par l'économie domestique.

L'inspection recommandait, à Lives et à Gesves notamment, de «ne proposer aux élèves que des leçons en rapport avec leurs besoins professionnels».

Grâce à ces cours d'adultes, l'instituteur put enfin jouir d'une relative aisance mais cela signifia aussi de longues journées où le loisir avait peu de place.

Les congés et les vacances étaient en effet plus rares qu'aujourd'hui.

Une circulaire de janvier 1864

limitait les grandes vacances au mois de septembre, mais accordait onze jours à Pâques afin de permettre «aux instituteurs de se reposer un peu vers le milieu de l'année scolaire». Il y avait, en plus du demi-jour de congé hebdomadaire, généralement le jeudi, les fêtes religieuses et patriotiques, soit une dizaine de jours éparpillés sur l'année. Mais cela faisait encore 460 demi-jours par an, jusqu'à ce que la loi de 1939 intervienne pour les ramener à 400.

Imprégné par l'école normale où il s'était formé du sens de ses responsabilités et persuadé de la très haute mission qui lui incombait, l'instituteur fut souvent, dans nos régions, un exemple de dignité, de moralité et d'humanisme.

Pourtant les instituteurs n'étaient pas toujours des anges. Lorsque le 30 décembre 1869, suite aux plaintes qui affluaient, l'inspecteur visita l'école communale d'Assesse, il y trouva l'instituteur «fumant tranquillement sa pipe pendant que les élèves travaillaient à leurs lettres de Nouvel-An». De plus cet instituteur était rentré chez lui à plusieurs reprises pour prendre du café abandonnant ainsi ses élèves. L'inspecteur envisageait de «lui infliger un blâme sévère pour négligence habituelle et manque d'exactitude dans l'accomplissement de ses devoirs». Des mesures plus rigoureuses étaient envisagées «si une amélioration sensible n'est pas constatée dans la tenue de sa classe».

Les enseignants n'étaient pas à l'abri de lettre anonyme dénonçant l'instituteur d'avoir eu quelques rudesses vis-à-vis de ses gamins, comme celle-ci écrite en 1905 :

«Monsieur l'inspecteur».

«Tou les parans se pleigne a Crupet des desordre de lecole des garcon Les conseié nose pa agir di ton passequ'il on peur du revol vair du maitre qui en a dega goué. On ma dit qu'il eciret a



son journal l'autte au minisse moi gécris a l'inspecteur

Voici quoi si les enfans arive un seconde tro tar on ferme la porte, alor il treine dans tou le vilage des malin sentende meme pour arrivé tro tar pour se donné congé et la farce est gouée. Rien tonnan si des anfant de 9 et 10 ans ne safe pas lir.

Autte chose quan le maite est en colerre cest come un anragé il tirre cruelement les enfans par les aureie les leffe par là de leur ban come des lapin. Le pauv gamin de Emile eu pendan 3 jours les aureie grosse come des gosete, dautte on été arangue plu for encore les aureie etet fandu an desou et ceignet. Sil en faiset autan au mien je le foutret au procureur du roi.

Faite anquête Mosieu linspecteur et les paran vou beniron.

Je ne signe pa, il se vangeret su mon anfan».

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

La première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle ne fut pas une période faste pour l'enseignement primaire, surtout dans les écoles rurales. Dans son «Historique de l'enseignement primaire à Lustin depuis notre indépendance jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle», l'instituteur Hermanne, enthousiasmé, il est vrai, par les progrès de son temps, dressait un sombre tableau de la situation initiale. Les autorités communales méprisaient l'instruction, le budget était dérisoire et les conditions matérielles déplorables : un local sombre et sans poêle jusqu'en 1845, un maître unique pour une centaine d'enfants des deux sexes.

Le programme se réduisait à enseigner le catéchisme, apprendre à écrire, lire et compter; la mémoire était le procédé d'apprentissage quasi exclusif. Par exemple une machine «à broque», suivant l'expression locale faisait apparaître les lettres à tour de rôle et les écoliers répétaient en chœur :

Monsieur, cette lettre s'appelle A, cette lettre s'appelle B ....

Cette situation s'améliora dans la deuxième moitié du siècle où l'on vit peu à peu les effets bénéfiques de la loi de 1842. Alors dit le maître Hermanne «les ténèbres de l'ignorance se dissipèrent».

Les progrès déjà notables dans les années 1860-1870, comme le prouvent les cinq écoles communales réalisées dans l'entité durant cette décennie, culminèrent dans les 20 dernières années du siècle dernier. On peut, sans doute, considérer cette période, ainsi que les années qui précèdent la première guerre mondiale, comme l'âge d'or de l'enseignement primaire. Les instituteurs furent encadrés, non seulement par des directives ministérielles mais surtout par des inspecteurs exigeants qui les stimulèrent. Des conférences trimestrielles réunirent les instituteurs des différents «cercles» pour les entretenir de sujets pédagogiques, critiquer leurs leçons et vérifier la bonne application des programmes.

En outre, des devoirs étaient exigés d'eux, les obligeant à réfléchir à leur rôle et à se tenir au courant des expériences et des ouvrages nouveaux en matière d'enseignement.

La méthode fondamentale était l'intuition. Il fallait partir des expériences sensorielles de l'enfant pour l'amener «à découvrir ce qu'on veut lui enseigner;» car «présenter à l'esprit de l'enfant des règles toutes faites, confier tout à sa mémoire, c'est atrophier ses connaissances pour les faire bientôt disparaître complètement». Les commentaires d'inspections ne cessent d'approuver les instituteurs qui marchent dans ce sens. Ainsi, lors d'une leçon à Crupet, en 1887 : «l'institutrice mademoiselle Poncé a bien procédé; elle a passé de l'intuition à l'abstraction et à la généralisation ... les élèves ont été amenées à découvrir elles-mêmes la règle».

Il faut, demandait l'inspection, que

«dans toutes les leçons, on provoque beaucoup l'esprit d'initiative et d'invention, la spontanéité, l'effort personnel de l'élève». Le pédagogue Pestalozzi est invoqué pour expliquer qu'«il faut expliquer la grammaire par la langue et non la langue par la grammaire», ou encore, chez les filles, «l'école doit être le lieu où l'on apprend à coudre et non pas où l'on coud».

Ces beaux principes n'excluaient pas l'importance de la mémoire, mais «la mémoire est exiguë, il ne faut pas la surcharger».

Et les inspecteurs de demander que l'on ne dispose dans les écoles que de «joyaux littéraires» à faire apprendre par cœur aux enfants. Il y eut sans doute de la marge entre ces conseils et la réalité vécue.

Dans les textes à mémoriser, comme dans ceux des dictées ou des exercices grammaticaux, une place capitale était faite au caractère moral, édifiant. Ceci apparaît bien dans les récitations qui ouvraient, avec la prière, la journée de classe. Par exemple dans le court poème «Les Oranges» que des générations de potaches durent apprendre par cœur, le caractère littéraire le cède sans aucun doute au côté moralisateur.

D'ailleurs, le principe d'autorité régnait en maître. Le travail proposé comme devoir aux instituteurs du Cercle de Jambes en 1898 ne laisse pas de doute à cet égard. En voici le sujet : «L'autorité est le fondement de la famille et de la société. Exposez comment l'école peut contribuer à maintenir et fortifier le principe d'autorité».

Il est difficile d'affirmer que l'autorité du maître se soit toujours exercée dans la parfaite sérénité. En tout cas, les punitions corporelles étaient formellement interdites. Les sanctions prévues allaient de la réprimande à l'exclusion, en passant par la privation de récréation, de bonnes

notes, la perte d'une place d'honneur, la mise au banc de punition et l'inscription au tableau noir, sans parler des «devoirs extraordinaires». L'exclusion définitive était soumise à l'avis du Collège échevinal et à celui de l'inspecteur cantonal, autant dire que le renvoi définitif d'un élève fut exceptionnel.

Les punitions n'étaient que l'aspect négatif de la pédagogie de sanction. Il y avait aussi

des sanctions positives, très hiérarchisées comme nous l'apprend le règlement de l'école communale d'Assesse, dans son chapitre trois.

«Chaque jour, les élèves présents à l'appel nominal reçoivent une bonne note d'assiduité».

A la fin de chaque semaine, l'instituteur récompense l'assiduité, la conduite, l'application et les progrès des élèves en leur distribuant des bonnes notes représentées par des cartes imprimées ou écrites.

Vingt cartes sont échangées contre un billet de satisfaction portant le nom de l'élève. Dix billets de satisfaction valent un billet de récompense portant le nom de l'élève et signé de l'instituteur. A la fin de chaque mois, les noms des élèves qui ont obtenus le plus de bonnes notes sont inscrits au tableau d'honneur. Des



récompenses en livres ou autres objets sont accordées à la fin de l'année, ou plus souvent s'il y a lieu, aux élèves qui ont obtenu le plus grand nombre



de bonnes notes...»

«La distribution des prix termine l'année scolaire. Cette distribution des prix est précédée ou non d'examens publics portant sur les matières enseignées».

On voit que l'émulation était à l'honneur. L'inspecteur n'hésitait pas à invoquer l'exemple des Jésuites qui «ne connaissent pas de levier plus puissant pour agir sur l'instruction et l'éducation».

L'émulation n'empêchait pas de traiter les enfants de manière équitable. Il fallait que «l'enseignement soit à la hauteur et à la portée de toute la classe» et l'inspecteur conseillait à son instituteur de Dave de n'être pas trop parcimonieux de bonnes notes car «il faut aussi et surtout récompenser le travail, même s'il ne produit qu'un demi succès».

On est loin du récit fait par l'instituteur de Lustin sur la situation du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque le maître avec «la gaule de coudrier, insigne de son autorité... ramenait l'ordre dans les rangs et calmait momentanément la turbulence en distribuant quelques coups bien appliqués au plus bruyants».

Même à cette époque d'autorité dure, l'école connut ses jours de fête et ses douceurs «dont le retour annuel était salué avec enthousiasme». Ainsi, avant 1901, à Lustin les écoliers fêtaient le 12 mars Saint Grégoire, leur patron.

«En ce jour de liesse, les absences devaient être peu nombreuses. Le matin, les enfants se trouvaient tous au rendez-vous dans la salle de classe. Au signal donné, ils prenaient leur envolée; ils partaient par groupes et allaient collecter auprès des fermières de la localité. Partout nos bambins étaient bien accueillis et ils récoltaient d'abondantes provisions : ici, de la farine; là du lait et du beurre; ailleurs des oeufs; ploiant sous le faix, ils regagnaient l'école, et la vaillante femme du maître, excellente ménagère, se mettait à l'oeuvre. Bientôt la pâte se transformait en galettes appétissantes d'un roux doré, que les écoliers croquaient à belles dents. La fête se prolongeait jusqu'au soir, et dans le voisinage de l'école, l'écho ne redisait que rires et chansons».



Ecole comunale de Courrière

## LES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES DANS L'ENTITÉ.

Ces tableaux recensent la plupart les enseignants qui se sont succédés dans les écoles.

Ils pourraient être plus complets.

Par exemple, pour Assesse, le relevé s'échelonne, pour l'école des garçons, de 1806 à 1985, pour l'école des filles, de 1842 à 1907.

Notre documentation est en effet lacunaire et susceptible d'être complétée par des documents d'écoles ou de particuliers. A cet égard, les lecteurs qui pourraient apporter ajouts et précisions sont les bienvenus.

Les enseignants des écoles libres, qui relevaient d'un pouvoir organisateur différent des communes n'apparaissent qu'épisodiquement dans ces archives publiques, par exemple, lors de l'adoption ou de la réadoption des

écoles libres. Toutefois des listes plus complètes ont pu être élaborées pour les enseignantes des écoles d'Assesse et de Courrière.

Ces tableaux sont divisés en quatre colonnes :

- la première mentionne le nom, le prénom, le lieu et la date de naissance de l'enseignant.
- la deuxième se réfère au diplôme en citant la localité et la date à laquelle il fut obtenu.
- la troisième relève les années officielles de nomination et de départ.
- la quatrième, recense le ou les occupations autres que l'enseignement, les localités où l'enseignant a été en fonction avant (Av.) ou après (Ap.) la nomination dans la localité concernée.

### Assesse

#### Ecole des garçons

BURLET Balthazar		1806 - 1840	
DEFRENNE François		1840 - 1856	Receveur communal Av., instituteur privé
DEFRENNE Joseph Haltinne, 01.07.1829	Nivelles, 08.04.1854	1856 - 1890	Av., à Baillonville
LAMBERT Gustave Hanret, 03.09.1855	Nivelles, 10.08.1875	1876 - 1898	Instituteur en chef en 1890
FONTINOY Modeste Mailen, 27.04.1870	Couvin, 05.08.1889	1890 - 1898	Création de la place de sous- instituteur en 1890
HOUSIAUX Emile Assesse, 20.09.1878	Malonne, 21.08.1897	1898 - 1912	Instituteur en chef en 1904
WATELET Edmond Courrière, 08.11.1882	Malonne, 03.08.1901	1904 - 1907	Ap., à Erpent
PAUL Jules Jemelles, 05.07.1879	Malonne, 04.08.1900	1907 - 1908	
LAMBERT Edouard Sovet, 22.08.1888	Malonne, 08.08.1908	1908 - 1953	
GERARD Jules Bioul, 26. 08.1900	Jury central, 1919	1921 - 1963	Av., à Antheit, Nivelles Instituteur en chef en 1953 Géomètre-juré
POQUETTE Jean Habay-la-Vieille, 19.08.1925	Arlon 31.07.1944	1953 - 1985	Av., à Tubize
LESUISSE Florent Beausaint, 10.09.1925	Louvain, 1948	1960 - 1985	

Parmi les intérimaires citons : Mine Samuel, de Mozet, diplômé de Malonne en 1907.



## Ecole des filles

SPREUTEL Angélique		1842 - 1848	
DEFRENNE Léocadie	Non diplômée (?)	1849 - 1884	Institutrice en chef en 1875
BOVY Hyacinthe	Andenne, 18.09.1875	1876 - 1883	Ap., à Temploux
PONCE Marie-Antoinette Florenville, 19.03.1860	Arlon, 24.08.1883	1883 - ap. 1903	Institutrice en chef en 1884

Parmi les intérimaires citons : Rousseau Augusta (1897), Lambert Marie (1899), Leblanc Marguerite (1903), Jonckers Juliette (1907), Thiange-Cosse Joséphine (1908)

## Ecole libre.

Soeur Fébronie Xavier (1884), soeur Auguste Sauvage 1890-1928, soeur saint Jean, soeur Monique Bertholet (1904-1928?), soeur Valentine Maury (1900-1935), soeur Adélaïde, soeur Mechtilde, soeur Marie Joseph, soeur Stanilas Roussel, Soeur Anne-Marie Goffin (1928-1935), soeur saint Augustin Barthélémy Y (1928-1948), soeur Gertrude Jacob (1935-1948), soeur saint Ignace Jean (1935-1936), soeur Hortense Bilocq (1935-1950), soeur Jeanne-Marie Henry (1948-1950), soeur Berchmans Bilocque (1948-1949), soeur saint Gérard Chaidron (1949-1956), soeur Cyrille Gouverneur (1950-1957) soeur Berthe Fourneau (1950-1990), soeur Albert-Marie Charlier (1957-1994), soeur Marie-Christine Otto (1969-1974), soeur Michèle-Marie Lambert (1970-1973), soeur Cécile Godfroid (depuis 1974).

## Courrière.

La situation des écoles de Courrière est assez particulière. Avant 1850, les enfants de Courrière fréquentaient l'école de Maillen, tandis que ceux du Trieu d'Avillon disposaient d'une école privée devenue communale en 1844.

## Ecole de garçons

MONARD Antoine		1844 - 1845	Adoption de l'école privée pour les enfants de Trieu en 1844. Ceux de Courrière suivaient les cours à Maillen.
FIVET Henry	sans diplôme	1849	
LAMY Nicolas Sovet, 06.12.1824	Malonne	1849 - 1862	Nommé en 1850 à condition de faire progresser les élèves.
SOEUR Alphonse Sorinne-la-Longue 22.07.1832	Malonne	1862 - 1887	Av., à Oret Secrétaire communal
HEBETTE Henry Courrière, 06.11.1867	Malonne, 10.08.1886	1887 - 1918	Av., à Ebly
HEBETTE René Courrière, 11.12.1895	Malonne, 01.08.1914	1918 - 1952	Av., à Andenne, Anhée Lefte (Dinant)
HEBETTE Franz Courrière, 09.05.1930	Malonne, 15.06.1950	1952 - 1984	

## Ecole mixte.

L'école communale des filles du Trieu d'Avillon était supprimée en 1885, mais une école mixte était installée à Courrière.

GILLET Céline Liège, 13.02.1857	Champion 02.09.1876	1877 - 1879	Les soeurs Gillet enseignaient au Trieu d'Avillon
GILLET Marie Liège, 09.05.1862	non-diplômé	1877 - 1879	Institutrice gardienne à 16 ans
HAINAUT Flore	Andenne	1883 - 1912	Nomination d'office
SCHREDER Augustine Willancourt (Musson) 16.06.1866	Virton, 19.08.1886		Cette institutrice était la remplaçante attitrée de F.Delvaux
SALPETEUR Emilie Néchin, 28.12.1892	Virton, 29.07.1911	1912 - 1931	
RULMONT Adeline	Champion, 30.06.1927	1931 -	Nannine, Wierde, Gesves

## Les intérimaires.

Rodrique Germaine de Ciney (1928 à 1930), Dupuis Gabrielle de Floriffoux (1931), Charlier Madeleine de Dinant (1931), Verselle Louise-Marie (1933); Sosson Marie (1937); Colin Isabelle (1951), Lenoble Jeanne (1951),

## L'école libre.

La direction était confiée à des religieuses de la doctrine chrétienne. Mathieu Léontine, soeur saint Firmin (1879 - 1890 ?); Sosson Clotilde (1890); Fripiat, Soeur Auguste (av. 1901); Languiller Laure, soeur Charité; Adam Angèle, soeur Athanase (1902); Gourdange Pauline; Stag Marie (1928); Lhermitte Elise (1928), Chauvaux Emilia (1928); Liboutton Germaine, soeur Léonie (1930); Thiange Eugénie, soeur Hélène (1930); Belly Marie (1931), Planchard Zoé (1931)

## Crupet.

## Ecole des garçons.

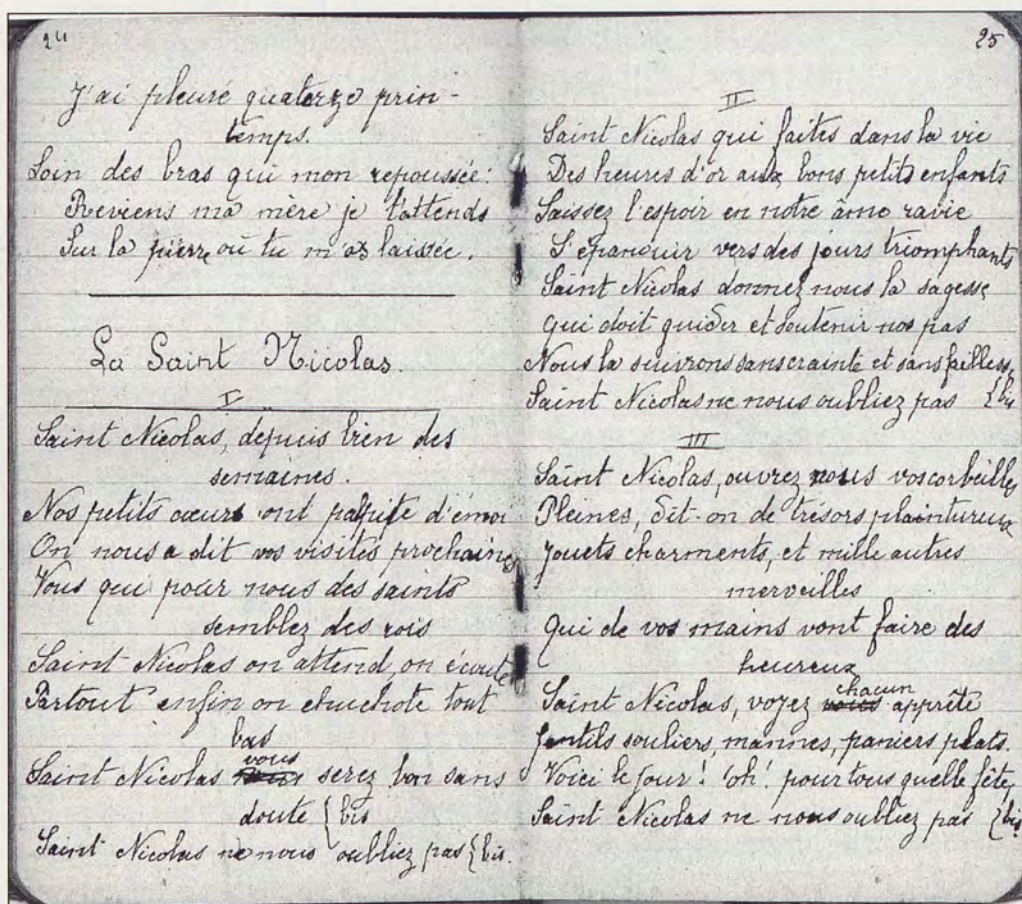
PÉRIGNON François Nancy, 1767		1818 - 1848	Cordonnier (?). Nomination en 1844
JADOT Jules Evrehailles, 12.05.1828	Malonne	1848 - ?	Secrétaire, receveur du bureau de bienfaisance.
GOZIN Armand Ciney, 26.07.1962	Couvin, 27.08.1881	1883 - 1918	
DELGUSTE Emile Malines, 22.08.1891	Jury cengral, Gand, 07.08.1911	1918 - 1919	Av., à l'école des frères des écoles chrétienne, rue Masy, à Jambes.
BONTEMPS Valère Bonsin, 01.05.1898	St Roch, (Liège ?) 28.07.1917	1919 - 1926	
BONTEMPS Vital Bonsin, 28.12.1899	St Roch, (Liège ?) 27.07.1918	1926 - 1932	
MOREAUX Jean Lustin, 02.07.1910	Malonne, 1919	1932 - 1963 (?)	Av., à Saint- Aubain à Namur
MOTTARD Michel Woluwé Saint Lambert, 15.04.1932	Malonne	1963 - 1974	Av., au Zaïre

Parmi les intérimaires citons : Watelet Edmond de Courrière, diplômé de Malonne (1901), Delbascour Auguste, originaire d'Aublain, diplômé de Malonne (1901), Mine Samuel de Mozet, diplômé de Malonne (1907).





Ecole communale des filles, Sart-Bernard (1960-1961).



Chanson pour la fête de saint Nicolas (1907).

## Ecole des filles.

Il semble que l'école communale des filles ait été créée en 1875 ou 1876.

BAUDSON Marie Félicité Baileux, 26.05.1854	Pesches, 23.08.1873	1876 - 1881	
LAMBERT Albertine Lamorteau, 15.11.1855	Bastogne	1881 - 1910	Av., à Estinnes au Mont et à Carnières
BERENTZ Léonie Noville, 01.01.1886	Bastogne, 04.08.1906	1910 - 1935	
HEBETTE Maria Schaltin, 10.07.1894	Champion	1936 - 1952	
WATHELET Berthe, ép. Franco Perwez-Condroz			Av., à Perwez-Condroz (voir note ci-dessous)

Le parcours professionnel de madame Wauthelet fut mouvementé. Elle remplaça monsieur Moreaux, mobilisé, dès le 29.09.1939. Elle accomplit un autre intérim dès le 14.09.1943, en remplacement de cet instituteur arrêté pour faits de résistance, jusqu'en 1945. Nommée maîtresse de couture à l'école communale des filles en 1952, elle démissionna de ce poste deux ans plus tard pour devenir institutrice à l'école libre des filles ouverte par l'abbé Cochart.

## Florée

### Ecole des garçons.

Neveu du curé LAGAUCHE		1831	Donnait cours l'hiver à 60 élèves.
HENRION Ferdinand	Sans mandat	1833 - 1855	Secrétaire, receveur communal, nomination d'instituteur en 1844
BOCAR Alexis Sorée, 03.07.1829	Malonne, 24.07.1852	1855 - 1858	Ap., à Lantin
SERVAIS Malchior Andoy, 21.01.1840	Malonne	1858 - 1881	Ap., à Ligny
ANDRÉ Pierre Joseph Sart-Bernard, 06.06.1858	Couvin, 05.09.1877	1881 - 1913	
CHAPELLE Camille Malonne, 05.07.1892	Malonne, 26.07.1911	1913 - 1923	Av., à Saint Perpète à Dinant
DEBATTY Modeste Haltinne, 16.02.1897	Malonne, 15.07.1918	1923 - 1940	Av., à Bohissaux (Coutisse)
DELVAUX Joseph Mons, 14.01.1914	Molonne, 30.06.1934	1940 - 1975	Av., à Estaimpuis Lors de sa nomination, à Florée, cet instituteur était mobilisé. Il n'occupera son poste qu'à son retour de captivité.
HENIN Béatrice Gesves, 25.09.1934	Champion, 01.08.1957	1975 - 1995	Av., à Sorée, Flostoy, Hamois, Andenne, Ohey.

Parmi les intérimaires citons : Doyen Ermina de Huppaye, Madame Van Oudenhove, messieurs Lastelle et Pirson.

### L'école libre.

La direction était confiée à Robert Emile en 1879, Hayot Marie, soeur Placide (1907), Blochkouse Augusta, (1912), Guillaume Joséphine (1927), institutrice gardienne : Roland Aline, nommée en 1907, Collart Germaine (1927), institutrices primaires.



## Maillen.

Ecole des garçons.

DELVAUX Jean Joseph		1806	
WINAND Clément		vers 1830	Prêtre, neveu du curé de Courrière
DELONNOY Charles	Sans mandat	1844 - 1862	Secrétaire et receveur communal, agent d'affaires
FONTINOY Henry Sorinne-la-Longue, 09.07.1840	Malonne, 12.07.1858	1862 - 1898	Av., sous-instituteur à Gesves
WARNON Auguste Courrière, 18.10.1874	Malonne, 04.08.1893	1898 - 1826	Av., à St Guibert à Gembloux et à Bièvre
DUCHÊNE Joseph Maillen, 20.04.1905	Malonne, 15.07.1924	1926 - 1957	Av., à Andenelle
PIRET Fernand Sart Saint Laurent, 14.01.1933	Malonne, 14.06.1952	1957 - ?	Av., à Bonneville

Parmi les intérimaires ayant exercé à Maillen citons : Riga Joseph (1921), Grévisse Blanche (1957).

## Sart-Bernard.

Ecole des garçons.

MARCHAL Edouard Evrehailles, 05.03.1833	Malonne, 1856	1856 - 1867	
NOËL Gustave Bruxelles, 12.02.1847	Malonne, 1867 (?)	1867 - 1870	
NICOLAY Jules Gesves, 30.09.1850	Malonne	1870 - 1896	Secrétaire communal
GREVISSE Jean-Baptiste Virton, 14.07.1876	Verviers, 24.04.1895	1896 - 1933	
RIGA Léon Maillen, 31.12.1908	Malonne	1933 - 1964	

Parmi les intérimaires citons en 1899 : Bodart Joseph de Temploux et Clausse Léon de Javingue, Grévisse Blanche, épouse de l'instituteur Hébette (1933)

Ecole des filles

VANDER EECKEN Emilie	Namur, 09.08.1881	1881 - 1882	Ap., à Ghoy
GUSTIN Céline Bande, 05.04.01849	Bastogne, 11.09.1868	1882 - 1902	Av., à Tellin, Hatrival
LAMBERT Marie-Catherine Lustin, 13.11.1871	Champion, 01.08.1890	1902 - 1920 (?)	Av. à Assesse, Dave
PÉTERS		1920 (?) - 1925	
SIMON Germaine Sart-Bernard, 06.03.1898	Pesche, 25.07.1918	1925 - 1951	Av. , à Monceau sur Sambre, Pironchamps, Schaltin
GILSON Claire Sart-Bernard, 03.04.1930	Champion	1951 - ?	
BORSU Marie-Thérèse		1952 - ?	institutrice gardienne

## Sorinne-la-Longue.

Ecole des garçons

SCEUR Pierre Joseph		1850 -1856 (?)	Instituteur privé. En 1850, il est jugé trop peu instruit pour devenir instituteur communal
SCEUR Narcisse Sorinne-la-Longue, 10.03.1836	Malonne	1856 (?) - 1891	Instituteur privé, reconnu comme instituteur communal en 1861
MOSSERAY Léon Lustin, 18.03.1867	Couvin, 14.08.1885	1891 - 1928	Av., à Lustin
HÉBETTE Edmond Courrière, 07.06.1915	Malonne (?)	1928 -1961	Secrétaire communal en 1938
DERHET René	Jury central,	1961 - ?	

Parmi les intérimaires citons en 1899 : BODART Joseph de Temploux et CLAUSSE Léon de Javingue, GREVISSE Blanche, épouse de l'instituteur Hébette en 1933.



Ecole libre, (Assesse 1960?).



Ces tableaux recensent 51 instituteurs et 23 institutrices communaux. Nous nous sommes efforcés de retrouver : 1° l'endroit d'où ils étaient originaires et 2° à quelle école normale ils avaient été formés.

#### ENDROITS D'ORIGINE.

Des 51 instituteurs :

- 10 ont un lieu de provenance que nous n'avons pu découvrir.
- 30 proviennent de la province de Namur, dont 13 de l'entité d'Assesse.
- Les 11 restants proviennent des provinces de Luxembourg (4), de Liège (2), du Hainaut (1) et du Brabant (3) : deux Bruxellois et un Malinois.
- Quant au 11°, il était originaire de Nancy (France). Il semble que sa carrière ait débuté à Crupet, en 1818 et que son arrivée dans cette localité doive se situer vers 1812.

Notre recensement fait apparaître des «dynasties» d'instituteurs. A Sorinne-la-Longue, Pierre Joseph Soeur orienta deux de ses fils et une de ses filles vers l'enseignement. Sa fille dirigea les travaux manuels à l'école tenue par son frère. L'autre fils enseigna à Courrière où la famille Hébette dirigea l'école communale de 1887 à 1984. Un autre Hébette enseigna à Sorinne-la-Longue dès 1928. Il est l'auteur ou le co-auteur de nombreux «livres-outils» en usage, dans cette localité - économie oblige - jusque dans les années 1975.

Des 23 institutrices recensées : (l'une d'entre elle enseignait à l'école des garçons de Florée),

- 7 sont namuroises, dont 4 originaires de l'entité et plus particulièrement de Sart-Bernard.

- 4 sont Liégeoises.
- 3 sont Luxembourgeoises.
- 2 sont Hennuyères.
- Pour les sept autres nous n'avons pu retrouver leur lieu d'origine.

#### LIEU DE FORMATION.

Pour les instituteurs :

- 27, dont 12 originaire de l'entité, furent formés à l'école normale de Malonne.
- 11 autres obtinrent leur diplôme à Couvin (4), Nivelles (2), Saint-Roch (Liège ?) (2), Arlon (1), Verviers (1), Louvain (1).
- 3 furent diplômés par le jury central.
- 11 sont inscrits sans mention de diplôme, 3 certainement parce qu'ils n'étaient pas diplômés et 2 déclarés «sans mandat»(?). Ces situations, paradoxales aujourd'hui, étaient fréquentes avant 1842. Il semble aussi que des enseignants non diplômés en place avant cette date, purent continuer d'enseigner.

Pour les institutrices :

- 6 obtinrent leur diplôme à Champion.
- 11 des écoles de Bastogne (3), Andenne (2), Pesches (2), Virton (2), Arlon (1), Namur (1).
- 6 sont inscrites sans mention de diplôme dont une certainement non-diplômée.

Dans nos localités rurales, l'enseignement fut longtemps un métier d'homme. Dans les quatre localités où apparaissent des écoles de filles une seule (Assesse) avait une enseignante dès 1842. Deux autres femmes enseignèrent dans les années 1870, à Crupet et Courrière. Tandis qu'à Sart-Bernard, l'institutrice n'apparaît qu'en 1881.

## 6. L'ÉCOLE, REFLET DES IDÉES ET DES VALEURS DE SON TEMPS.

L'école, surtout l'école primaire, constitua l'enjeu majeur des rivalités entre les deux grandes familles politiques du XIX<sup>ème</sup> siècle : la libérale et la catholique. Le parti socialiste, apparu tardivement et desservi par le mode de suffrage, n'y joua aucun rôle politique important au siècle dernier. Aussi la Belgique connut-elle seulement l'alternance de gouvernements catholiques, dits «de droite», et de gouvernements libéraux dits «de gauche».

Mais, qu'elles fussent «de droite» ou «de gauche», les équipes ministérielles, ainsi que le personnel politique, appartenaient à un même groupe social, celui des censitaires. Grands bourgeois et aristocrates, ils détenaient le monopole tant du pouvoir économique que du pouvoir politique. Hormis la fameuse question des rapports entre l'Eglise et l'Etat - et par suite la tutelle sur l'école -, tout les rapprochait : l'éducation, la fortune, la position sociale. Il n'est donc pas surprenant que libéraux et catholiques aient partagé la plupart des idéaux et des valeurs de leur temps; pas étonnant non plus qu'ils se soient efforcés de les transmettre aux jeunes générations par le truchement de l'école primaire.

De ces valeurs qu'ils prônèrent à l'unisson, la première fut l'autorité, autorité sous toutes ses formes : parentale, scolaire, judiciaire, militaire et naturellement gouvernementale. L'autorité religieuse elle-même, considérée comme utile à la paix sociale, fut défendue par le parti libéral jusqu'à l'émergence en son sein du courant anti-religieux que nous avons vu se concrétiser dans la «guerre scolaire».

Dans notre canton, les docu-

ments scolaires invoquent avec constance la nécessaire autorité divine, source de toutes les autres. «Sans base religieuse» écrit l'instituteur de Lustin en 1903, «l'enseignement moral de l'instituteur est nul». Il importe que les conseils ou les leçons qu'il donne relativement à l'autorité reposent sur «la connaissance et l'amour de Dieu, principe de toutes choses. Il ne suffit point de rappeler les bienfaits des parents pour inspirer le respect, il ne suffit point de rappeler les services des maîtres pour faire naître l'obéissance. Tout cela est humain, donc insuffisant. L'enfant doit obéir à son maître, à la loi, à ses parents, parce que Dieu le veut et qu'il a inscrit cet ordre dans ses commandements».

Selon le même instituteur, si dans les tribus sauvages règne la misère la plus affreuse, la cause en est «l'absence du respect pour l'autorité».

Il estimait que même chez nous l'autorité déclinait. Il voyait une des causes de «la décadence actuelle» dans «l'influence produite par les mauvais journaux, ainsi que les fausses doctrines prêchées, à qui veut les entendre, par quelques brailards soi-disant dévoués pour revendiquer droits et libertés».

Il semble que notre terroir rural et bien-pensant ait été très réfractaire aux idées «progressistes». Du sort abominable fait à la classe ouvrière vers le milieu du siècle et au delà, de l'arrivée des socialistes sur la scène politique, des graves émeutes sociales de 1886, quel écho trouve-t-on dans nos documents d'école? D'écho direct, presque pas. Notre monde enseignant suivait la ligne libérale tracée par nos gouvernements, tant catholiques que libéraux, celle du libéralisme économique et social.



Sans doute était-il difficile d'échapper au climat dominant qui imprégnait l'époque et interdisait à l'Etat d'intervenir, fut-ce pour régler le travail des enfants dans les mines. En tout cas, nos enseignants critiquèrent plutôt les semeurs d'idées égalitaires, les fauteurs de troubles et de grèves.

Ainsi à Assesse, lors de la troisième conférence pédagogique de 1889 : «Si de nos jours la vie de famille tend à disparaître, il faut l'attribuer en partie à ces ambitieux qui veulent l'égalité des conditions et ainsi le renversement de la société». «L'institutrice», ajoutait l'inspecteur cantonal Henoumont, «s'efforcera de détruire ces préjugés si préjudiciables surtout à la classe ouvrière».

Une autre réaction s'exprima par l'exaltation de la vie rurale, par exemple à Sorée, lors de la première conférence pédagogique de 1901 : «Admirez la simplicité et la pureté des mœurs de nos bons villageois; mettons-les en contraste avec la corruption qui s'étale au grand jour dans la plupart de nos villes et qui semble porter la gangrène jusque dans les classes les plus élevées (...) et nous verrons que les citadins gagneraient, tant au moral qu'au physique, de se transporter à la campagne».

Nouvelle critique en 1903 : «Les émeutes, les grèves, (...) sont aussi les tristes suites de l'affaiblissement de l'autorité. L'une entraîne l'autre et conséquemment c'est la ruine du commerce et de l'industrie. D'ailleurs, les émeutes survenues en ces derniers temps parmi nos classes ouvrières le prouvent à l'évidence».

Parlant des ouvriers, en 1914, l'instituteur de Naninne s'exprimait ainsi : «Parlez à l'ouvrier, il connaît tout ce qu'il est en droit d'attendre de son patron : quand et comment il lui doit son salaire, ce qu'il peut lui commander et comment il doit le faire; mais ne lui parlez pas de ses devoirs,

des intérêts du patron; il lui semble que la suprême morale est de se faire justice».

On voit que la sensibilité égalitaire n'était pas très aiguë, à moins que la soumission aux directives gouvernementales ne fût grande ?

Quoi qu'il en soit, beaucoup d'idées généreuses concernant la pédagogie et l'attention aux enfants démunis progressaient.

Au début de ce siècle, on devint de plus en plus soucieux de la fatigue corporelle et intellectuelle des écoliers et on chercha les moyens d'y remédier. L'instituteur dut alterner les leçons exigeant le plus d'attention avec celles s'adressant davantage aux sens et à l'imagination. On conseilla de «choisir des exercices (...) répondant à tous les degrés d'intelligence des élèves», de «choisir parmi les questions quelques-unes tout spécialement destinées aux enfants faibles». On rappela que «le maître ne perdra pas de vue qu'il doit s'adresser surtout aux enfants faibles : c'est pour ceux-là que l'instituteur enseigne et c'est à eux surtout qu'il doit les meilleurs soins». Enfin le maître doit «placer adéquatement les enfants dont la vue ou l'ouïe offrent des déficiences, ne pas décourager ses élèves par des difficultés excessives», se montrer «bienveillant, compatissant envers les déshérités».

Dans l'histoire de notre enseignement primaire, la primauté de l'éducation sur l'instruction resta une volonté constante.

Sans doute les libéraux avaient-ils introduit l'idée, reprise ensuite par tout le corps social, que l'acquisition de connaissances était le moyen le plus efficace pour gravir les échelons de la société. On vit ainsi les programmes s'étoffer dès avant 1879 et surtout après cette date où la loi imposa l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les formes géométriques, le dessin, le chant, la gymnastique et pour les filles,

les travaux à l'aiguille. Dans les écoles rurales, l'agriculture remplaça les formes géométriques et les sciences naturelles en 1884, et l'année suivante une dernière matière s'ajouta au programme : l'hygiène.

Cette accumulation de matière - qui toutes n'étaient pas nouvelles - n'empêchèrent pas nos enseignants de garder leur priorité d'éducation. Dans le sujet de travail à domicile proposé aux instituteurs en 1922 : «Montrez que l'homme qui ne serait qu'instruit ne serait pas réellement éduqué», nos instituteurs développèrent le thème en disant que «l'instruction est un moyen, l'éducation un but», que «l'instruction enrichit l'esprit, fait des érudits» mais «ne moralise pas» tandis que «l'éducation moralise, forme l'homme en élevant son âme».

Déjà en 1900, l'inspecteur haranguait ainsi ses institutrices : «Séparée de l'éducation, l'instruction peut augmenter la corruption, la propension au mal». Et en 1914, l'instituteur de Naninne était effrayé de la dégradation morale de son temps. Il écrivait «Notre siècle est celui de la jouissance, du bien-être, de ces appétits jamais rassasiés qui cherchent sans cesse les moyens les plus directs et qui demandent le moins d'efforts pour arriver à ce but : vivre, jouir. Hélas! nous devons constater que ces maximes sont mises en pratique de nos jours.» Et d'ajouter «l'enseignement doit servir à développer les qualités morales. Il faut élever au vrai sens du mot : élever les esprits, songer à ce qui moralise, désintéresse, porte les regards haut et loin».

Dans ce souci d'éducation s'inscrivirent facilement les grands thèmes que les gouvernements chargèrent l'école de promouvoir :

- l'épargne scolaire.
- la lutte anti-alcoolique.
- l'expansion économique mondiale.

## L'ÉPARGNE SCOLAIRE.

L'épargne scolaire entra dans les écoles primaires communales suite à une directive ministérielle de septembre 1881. Mais ce n'est que l'année suivante que les facteurs ruraux furent chargés «de se rendre au moins une fois par semaine dans chaque école» pour recevoir les versements, effectués en timbres-poste de 10, 5 et 2 centimes.

Moyen de lutter contre le paupérisme, tout en s'éloignant de l'idée de charité - mal-aimée des libéraux - l'épargne rallia les faveurs de tous, tant dans le monde politique que dans le monde enseignant. Elle connut un grand succès dans nos régions à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

Dans nos écoles primaires, l'organisation de l'épargne rejoignait le souci moral de développer le sens de l'économie et de la prévoyance, tout en maintenant l'ordre social.

Nous trouvons, d'ailleurs, nombre de recommandations des inspecteurs engageant les institutrices à enseigner l'économie domestique, «à choisir des problèmes propres à montrer aux enfants que la bonne conduite, l'ordre et l'économie sont les véritables sources de bien-être domestique (...) que l'imprévoyance et les mauvaises habitudes sont des causes de ruines et de déshonneur».

Les conditions étaient donc très favorables à la réussite de l'épargne scolaire.

A en croire l'instituteur de Crupet, c'est une circulaire du 29 mars 1883 qui apprit aux instituteurs «qu'il (leur appartenait) de faire comprendre la nécessité de l'épargne à la jeunesse». Et ce maître d'ajouter : «Ils ne failliront pas à ce devoir de civilisation et de progrès».

L'instituteur de Lustin notait en 1901 : «l'épargne fut introduite à l'école des garçons en 1885. Depuis la majorité des enfants qui ont



passé par nos classes ont économisé un léger pécule variant entre un et 100 francs. Aujourd'hui, sur 40 garçons inscrits au registre d'appel, 33 possèdent des livrets de caisse d'épargne. Ce résultat démontre que les idées si précieuses d'économie et d'épargne ont pénétré parmi nos populations scolaires».

Ces «idées si précieuses d'économie et d'épargne», l'inspecteur dut quelque peu les stimuler. A Maillen, en 1888, «il (insista) sur les avantages que (représentait) l'épargne au point de vue éducatif, (constata) que la statistique de certaines écoles (accusait) des résultats à peu près nuls sous ce rapport et (engagea) les instituteurs à faire des efforts en vue d'arriver à une situation satisfaisante».

Dans les dernières années du siècle, la «situation satisfaisante» était acquise. En 1898, l'épargne se portait bien à Lustin, aux dires de son instituteur qui ajoutait qu'à cette date, seules huit écoles dans le ressort de Namur n'avaient pas encore établi l'épargne.

En 1899, l'inspecteur se réjouit de ce que «les idées d'économie se [propageaient] de façon merveilleuse».

Dès les premières années du XXème siècle, l'épargne scolaire devint presque générale dans nos écoles où la quasi-totalité des écoliers épargnaient. Ainsi à Assesse en 1905 : 87 sur 87 élèves, à Courrière en 1906 : 24 sur 25 élèves, à Sart-Bernard en 1907 : 38 sur 39 élèves.

Les instituteurs ne se bornèrent pas à récolter et à comptabiliser l'épargne de leurs élèves. Dans des exercices quotidiens de récitation, de dictée, de calcul, ils introduisirent le plus souvent possible le thème de l'épargne. En voici un exemple choisi parmi beaucoup d'autres; il s'agit d'un problème posé au niveau supérieur de l'école des filles, à Lustin, en 1905:

«Deux soeurs héritent d'une somme de 6000 francs qu'elles placent à 4%. La première, plus coquette et moins soi-

gneuse, dépense chaque année ses revenus, plus 75 francs de capital. La deuxième laisse soigneusement les intérêts s'accumuler tous les ans au capital; elle y ajoute même des économies s'élevant à 100 francs annuellement. Quelle différence de fortune existe-t-il au bout de quatre ans?»

On voit combien l'esprit d'épargne était un idéal qui imprégnait la vie scolaire.

#### LA LUTTE ANTI-ANTIALCOOLIQUE ET LES SOCIÉTÉS DE TEMPÉRANCE.

**PARENTS QUI VOUS INTÉRESSEZ  
A L'AVENIR DE VOS ENFANTS,**  
*si vous versez pour eux*  
**A LA CAISSE DE RETRAITE**  
depuis l'âge de 6 ans jusqu'à 15 ans  
soit pendant dix ans  
une somme de **trois francs par an**  
soit un total de **trente francs en dix ans,**  
**A CAPITAL RÉSERVÉ**  
**Quelle pension auraient vos  
enfants arrivés à l'âge de 65 ans?**  
Ils toucheraient **CENT FRANCS** chaque  
année, pour trente francs versés, qui doivent  
être rendus à leur famille.

Cette publicité pour l'épargne parue dans l'Almanach de la tempérance pour 1907 montre bien le lien existant entre la lutte anti-alcoolique et l'épargne : ce qui était épargné n'était pas dépensé au cabaret.

Dans une lettre circulaire du 3 avril 1892, le ministre de l'Intérieur et de l'Instruction Publique souhaitait «donner dorénavant dans toutes les écoles primaires, même celles des filles, des leçons spéciales sur le danger des boissons fortes et les pernicious effets de l'alcoolisme.»

Pour enrayer ce fléau, il préconisait la création de cercles scolaires de tempérance. L'enseignement verbal théorique ne suffisant pas toujours, il était utile d'y joindre l'enseignement par l'action. L'attention était donc attirée «sur l'efficacité de cet enseignement dans les cours d'adultes, fréquentés

presqu'exclusivement par la classe ouvrière.» et engageait les administrations communales à «favoriser fermement la création de sociétés de tempérance dans les écoles populaires (...) appelées à mettre un frein à cette oeuvre dévastatrice qui constitue une véritable plaie pour l'humanité.» Cette circulaire trouva écho auprès des instituteurs des écoles primaires lors de la seconde conférence trimestrielle de 1892. Au cours de la suivante, l'inspecteur lut un rapport sur ces sociétés et distribua une liste des publications belges sur le sujet. Au cours de la quatrième, l'inspecteur distribua «des brochures traitant des ravages de l'alcoolisme et des sociétés scolaires de tempérance»

Le premier cours sur les boissons alcoolisées est donné à toute la classe (classe unique) à Florée le 25 février 1893.

M. Chalet, instituteur à Jambes, «indique d'abord la provenance de l'alcool», Ensuite, il réfute les arguments dont se prévalaient les fervents de l'alcool «pour justifier leur malheureuse passion».

Expliquant enfin que l'alcoolisme nuit à la santé, trouble les facultés de l'esprit, dilapide des sommes d'argent que l'ouvrier pourrait mieux utiliser, il invite les enfants «à prendre l'engagement d'honneur de s'abstenir de liqueurs fortes; s'ils se sentent l'énergie nécessaire pour ne pas faillir à leur engagement, ils devront donner acte de celui-ci à leur instituteur».

L'année suivante, une circulaire ministérielle recommande de fonder le plus possible de sociétés scolaires de tempérance et de transmettre trimestriellement les rapports sur leur état à l'inspecteur cantonal.

En 1898, à l'école des garçons de Trieu-Courrière et en 1899 à l'école des filles de Sart-Bernard, les enseignants et enseignantes du cercle de

Jambes assistent à une conférence donnée par le docteur Gaussin, «désigné par le gouvernement pour développer le programme dont le texte est remis à chacun». L'orateur développe des notions générales sur l'alcool, ses influences physiques et psychiques sur les diverses parties de l'organisme.

Il réfute ensuite les préjugés suivant lesquels la population considérait l'alcool : Ce n'est, dit-il, ni un apéritif, ni un digestif, pas plus qu'un aliment. Il ne préserve pas des maladies, pas plus qu'il ne stimule. Après avoir établi que la consommation d'alcool annuelle d'un homme adulte peut être estimée à 40 litres par an, l'orateur poursuit en donnant quelques chiffres. «Quarante petits verres par semaine, donnent un produit négatif de 100 francs par an, auxquels s'ajoutent cinquante francs pour frais de kermesse, de saint-patron de son métier». Or, «150 francs placés à 4% donnent avec les intérêts composés 1872 francs après 10 ans, 4644 francs après 20 ans et 14.824 francs après 40 ans». En y ajoutant les journées perdues et les frais médicaux, les dépenses annuelles dues à la boisson sont estimées à 400 francs et, dans les mêmes conditions de placement le revenu serait de 39.350 francs en 40ans. Evoquant le «caractère tout spécial» des enfants d'ivrognes, la situation «d'affreuse misère» de ces familles, le conférencier concluait en disant «(...) l'instituteur doit être un modèle et un apôtre de la tempérance. (...) Il est un nouvel apôtre, chargé d'un nouveau sacerdoce. (...) Economistes d'un nouveau genre, vous ramèneriez l'aisance et la richesse, législateurs non autorisés, vous ferez reculer le crime, hygiénistes et médecins sans diplôme, vous préviendrez une foule de maladies». En préparation de cette journée, treize instituteurs avaient remis un travail traitant de l'alcoolisme sous divers aspects.



L'institutrice avait pour mission de former «de futures mères de famille». Dans l'appréciation d'un devoir imposé à l'institutrice d'Assesse, les inspectrices remarquent : «Tant vaut la mère tant vaut la famille. Si la mère possède les qualités qui lui sont indispensables, si elle sait remplir ses devoirs, les parents s'entendront et le père n'ira pas chercher au dehors, parfois dans les cabarets, les distractions qu'il trouve chez lui».

Le gouvernement encourageait les efforts des instituteurs dans cette lutte en leur faisant distribuer diverses brochures.

La bibliothèque des instituteurs du canton scolaire de Ciney conserve des livres conçus afin de soutenir la campagne antialcoolique et des «gravures propres à frapper l'imagination des enfants» ornaient les salles de classe.

Les élèves de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> primaire devaient posséder un «cahier spécial pour les devoirs de tempérance».

En 1909, l'instituteur de Crupet recensait dans les cahiers de ses élèves : cinq dictées, vingt-deux problèmes, deux rédactions, trois dessins, deux lectures «martelant l'idée : l'alcool est un poison».

#### LES SOCIÉTÉS SCOLAIRES DE TEMPÉRANCE DANS QUELQUES LOCALITÉS.

Les données récoltées ne sont que très partielles et quelquefois, paraissent mêmes erronées.

L'une des premières sociétés fut établie à Lustin dès le 28 décembre 1892. En 1901, elle comptait 81 membres, (65 en 1898). Depuis sa création, 97 enfants avaient pris l'engagement d'abstinence. Des leçons spéciales «visant à inspirer un profond dégoût pour l'alcool» se donnaient tous les samedis sous forme d'entretien ou de rédaction. Tandis qu'en 1896 et 1899, Assesse et Wierde ne possédaient pas de société de tempérance, Dave, comp-

taît 48 membres effectifs et 36 membres protecteurs et à Gesves, village de carriers et de maçons, 27 élèves seulement étaient affiliés. Le compte rendu de la conférence pédagogique du 25 février 1899 relevait que «le nombre de ces sociétés a augmenté de façon très sensible». Dans le ressort de Namur il y en avait 151 dont 43 dans les écoles primaires du canton de Ciney et 15 dans les écoles d'adultes, 27 dans les écoles primaires du canton de Gembloux et 10 dans les écoles d'adultes, 43 dans les écoles primaires du canton de Morialmé et 8 dans les écoles d'adultes, 38 dans les écoles primaires du canton de Namur et 18 dans les écoles d'adultes».

En 1900, la société d'Erpent comptait 12 adhésions et celle de Naninne, 22. L'année suivante, à Crupet, 21 élèves étaient membres de la société locale. Tandis qu'à Lives où elle avait été fondée le 20 juin 1897, elle comptait 10 membres effectifs et 3 protecteurs.

Cette lutte contre les ravages de l'alcoolisme se prolongea bien après la loi Vandervelde : le plan d'étude de 1936 consacre deux pages entières à la lutte contre l'alcoolisme. Un devoir de vacance, non corrigé, en est aussi révélateur. Il a été écrit en 1927 par un élève de 1<sup>re</sup> moyenne à l'école sainte Begge d'Andenne et avait pour thème les mots composés de la langue française. Il porte un titre évocateur : «Le temple de satan».

«Le dimanche, tandis que les pieuses gens à genoux dans l'église, le coeur inondé de vrais délices, récitent dévotement des pater et des avé ; tandis que les hymnes sacrés résonnent au lutrin et que peut-être les orgues puissantes rehaussent le service divin, l'ivrogne se glisse dans un de ces refuges qu'on nomme cabarets, tavernes ou gargotes.

Là, en compagnie de va-nu-pieds ou de boute-en-train de son espèce, tous émanés des bas-fonds de la société, il s'attable et fume gaillardement. Des eaux de vie diverses lui sont servies sur des porte-liqueur et les tire-bouchons font leur office. Aussitôt nos buveurs absorbent à grandes gorgées ces poisons avant-coureurs de l'ivresse et de l'abrutissement. D'abord, dans ces tête-à-tête sournois, il cause mystérieusement avec les grippe-sous ou pince-maille qui leur vendent des liqueurs frelatées.

Leurs propos ne sont pas des chefs-d'oeuvres de décence, ni de charité : on débite force lazzis, force quolibets. On déclame sur autrui, sur les patrons et les contre-maîtres, sur les riches, que l'on qualifie en bloc de plats-pieds et de tire-liards uniquement occupés à remplir leurs coffres-forts.

Que d'après-midi, que d'après-soupers même se sont placés dans ces déplorables clabaudages!

Tandis que l'on trinque et que l'on porte des toasts, les porte-monnaie s'épuisent ; bientôt aussi la voix s'altère et n'articule plus que des demi-mots ; les yeux s'hébètent comme ceux des chats-huants ou roulent enflammés comme ceux des chiens-loups ou des loups-cerviers, parfois même les cheveux se hérissent comme les piquants du porc-épic. Oh alors, gardez-vous d'irriter ces brutes avinées et armées de casse-têtes ou de revolvers : mal vous en prendrait.

Mon Dieu, qui donc fermera ces antres maudits, si féconds en méfaits, en crève-cœur de tous genres».

Il peut paraître étonnant que l'école primaire ait organisé des sociétés de tempérance, mais il convient de rappeler que les enfants participaient, très jeunes, à la vie des champs ou des ateliers. Très tôt, les garçons surtout, étaient confrontés aux réalités quotidiennes. Très tôt aussi ils étaient contraints, sous peine d'exclusion de

leur milieu social, d'affirmer leur «virilité». L'alcool, en était, avec le tabac, un des moyens.

#### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE MONDIALE.

L'expansion économique mondiale fut l'exemple le plus typique de l'enseignement occasionnel lié aux circonstances socio-économiques. On peut dater avec précision son origine : 1905 et le Congrès international sur l'expansion économique dans le monde, réuni à Mons cette année-là.

L'oeuvre coloniale de Léopold II s'était longtemps heurtée à l'apathie, voire à l'hostilité de nos concitoyens qui refusèrent jusqu'en 1908 l'annexion du Congo à la Belgique.

Toutefois notre économie vouée à l'exportation dut lutter contre une concurrence de plus en plus redoutable à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il fallut songer à de nouveaux débouchés.

Le contexte économique joint à la prospérité naissante du Congo amena un revirement de l'opinion belge. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, il apparut à beaucoup que notre étroit pays surpeuplé ne survivrait qu'en réalisant une expansion économique à l'extérieur. L'Ecole se vit confier la tâche d'y intéresser les enfants.

A la troisième conférence trimestrielle tenue à l'école de Florée en 1905, l'inspecteur Wayens présidait l'assemblée. Il résuma ainsi les idées recueillies dans 73 devoirs d'instituteurs sur le sujet : «La préparation à l'expansion économique d'un pays doit-elle se faire dès l'école primaire?» «Tous» dit-il «vous avez examiné le besoin et la nécessité de préparer l'expansion économique du pays. 64 ont répondu affirmativement à la première question, 9 négativement dont 2 avec réserves».

Nos instituteurs étaient donc en majorité favorables à «imprimer le goût de l'expansion» chez leurs élèves. Mais ils



considéraient, et l'inspecteur avec eux, que cet enseignement devait rester occasionnel, quitte à saisir toutes les opportunités offertes par les cours de géographie, d'histoire, d'agriculture pour y sensibiliser leurs écoliers.

Il est difficile de faire la part entre l'enthousiasme réel et le désir de se conformer aux vues de leurs supérieurs dans l'adhésion de nos instituteurs à l'idée d'expansion de la Belgique dans le monde. Dans les travaux de nos maîtres, il y a des déclarations comme celle-ci : «Cet enseignement contribuera à susciter des efforts et préparera sans nul doute pour notre bien-aimée patrie un nouvel essor de prospérité et de renom national» ou encore [il nous faut] convaincre la jeunesse que notre Belgique ne doit plus être bornée à la mer du Nord, à la Meuse, aux Ardennes (...) qu'il peut y avoir une Belgique mondiale avec ses comptoirs commerciaux, ses établissements industriels».

Mais nous trouvons aussi des critiques de l'inspection, déplorant que «certaines dissertations ne [soient] guère que la copie intégrale du rapport de M. Famenne au Congrès de Mons».

Nos maîtres donnèrent des leçons sur les grands découvreurs comme Magellan, sur le Canada et l'Afrique. Ils établirent de magnifiques cartes sur les pays d'émigration et

dressèrent des tableaux statistiques d'émigrés belges dans chacun d'eux. Ils firent choix de lectures sur l'Afrique ou les nitrates du Chili. Mais sans doute furent-ils plus unanimes à penser qu'il fallait surtout former le caractère de leurs élèves, de manière, disaient-ils, à ce que «chacun [puisse] réussir dans la profession qu'il se choisira au sortir de l'école».

Nous voyons là combien l'école primaire tentait de s'identifier de plus en plus à l'école pour la vie.

#### PERSPECTIVES.

Il est difficile de donner une conclusion à cette petite recherche, tant la matière est vaste et complexe. Beaucoup d'autres facettes de la vie de l'école primaire d'autrefois pourraient être mises en lumière, en utilisant la documentation actuelle, a fortiori en l'élargissant. Il serait intéressant de réaliser un travail similaire pour des localités jadis fortement industrialisées, par exemple de la Basse-Sambre.

Nous laissons donc le sujet ouvert et espérons qu'il suscitera chez d'autres l'envie de mieux montrer combien l'école primaire fut le creuset de notre culture.

Bernadette RABADAN-MOSSERAY  
Jacques LAMBERT



Maillen, classe de soeur Joséphine (1938).

## 7. ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES ET ARCHIVISTIQUES.

Bulletins des Lois et Mémoires administratifs.

N\*\*, *Almanach de la tempérance pour 1907*, Bruxelles, 1907.

N\*\*, *L'école primaire en Belgique depuis le moyen-âge*, Catalogue d'exposition à la C.G.E.R., Bruxelles, 1986.

N\*\*, *Nouveau dictionnaire des communes (...) du royaume de Belgique*, Bruxelles, 1913.

J. de ROMEREE de VICHENET, *Deux cents ans d'enseignement public dans le Grand Namur*, Namur, 1989.

J. LORY, *Bibliographie des sources pour l'histoire de l'enseignement primaire en Belgique, 1830 - 1859*, Gand, 1991.

X. MABILLE, *Histoire politique de la Belgique*, Bruxelles, 1986.

E. SCHREVEENS, *Manuel d'hygiène privée et d'hygiène scolaire à l'usage des écoles normales primaires*, Bruxelles, 1881.

R. ULENS, *Le Condroz : sa population agricole au XIX<sup>ème</sup> siècle*, dans Mémoires de l'Académie royale de Belgique, deuxième série, tome XIII, fascicule II, Bruxelles, 1921.

P. VERHAGEN, *La lutte scolaire en Belgique*, Gand, 1900.

R. WAUTHY, *L'expansion économique mondiale*, Tamines, 1906.

R. WILKIN, *Du «Maître» à «l'instit»*, Bruxelles, 1993.

#### Revues.

J. BOVESSE, *Souvenirs de guerre et de captivité d'un ancien du fort de Dave*, dans le Guetteur Wallon, n°3, 1994, pg. 100-124.

J. LAMBERT, *Les sociétés scolaires de tempérance et l'épargne scolaire dans les écoles rurales du Condroz namurois*, dans le Guetteur Wallon, n°3, 1993, pg. 83-90.

#### Aux archives de l'Etat à Namur.

Archives de l'administration provinciale.

Assesse : 2890, Courrière : 4158, Crupet : 4187, Florée : 4035, Maillen : 1006, Sart-Bernard : 3267, Sorinne-la-Longue : 3227.

Archives de la commune de Florée, n°379-397.

Archives communales de l'époque contemporaine, Assesse, n°55 et 75.

Les autres localités n'ont pas déposé leurs archives.

#### A l'administration communale.

Archives communales.

Assesse, Courrière et Florée, cartons 861.21. Travaux aux bâtiments d'école.

Pour toutes les localités concernées, sauf Maillen, : registres des délibérations du Conseil Communal. 1822-1976.

#### Archives du Centre Culturel d'Assesse.

«Comptes rendus des conférences trimestrielles d'instituteurs du Cercle de Jambes», (2 registres, 1888-1907).

«Comptes rendus des conférences trimestrielles d'institutrices du Cercle de Jambes», (1 registre, 1886-1900).

«Travaux de choix des instituteurs», (2 registres, 1900-1920).



## 8. SOMMAIRE

### Avant-propos

Les dj'ins d'nos d'jins, li scole di ç'timps-là.

La fonction sociale de l'école ou Plaidoyer pour l'école au village.

#### 1. Introduction.

#### 2. Coup d'oeil sur la région.

#### 3. Organisations et péripéties de l'école primaire.

#### 4. Les bâtiments d'écoles.

Prescriptions réglementaires.

Les bâtiments d'écoles dans l'entité.

Les bâtiments des écoles communales à Assesse.

#### 5. La vie à l'école.

Le métier d'instituteur.

Les conditions de travail.

Des instituteurs et institutrices de l'entité.

#### 6. L'école, reflet des idées et des valeurs de son temps.

L'épargne scolaire.

Les sociétés de tempérance.

L'expansion économique mondiale.

#### 7. Orientations bibliographique et archivistique.

*Depuis plusieurs années, le Crédit Communal a entrepris la publication d'ouvrages consacrés à Namur et sa région. Chaque volume, abondamment illustré et rédigé par une équipe de spécialistes, évoque un thème particulier. L'ensemble constitue une véritable encyclopédie qui se doit de figurer dans la bibliothèque de tous ceux qu'intéressent l'histoire et le patrimoine namurois.*

#### Extrait du catalogue:

Le culte de saint Hubert en Namurois **650F**  
21 x 29,7 cm, 159 p., ISBN 2-87193-161-5

Assiégeants et assiégés au coeur de l'Europe, Namur 1688-1697  
sous la direction de P. et F. Jacquet-Ladrier  
25 x 29,7 cm, 280 p., ISBN 2-87193-165-8 **1.200 F**

Namur. Le site, les hommes. De l'époque romaine au XVIII<sup>e</sup> siècle  
par A. Dasnoy, G. Despy, A. Dierkens, C. Douchamps, L. Genicot,  
P. et F. Jacquet-Ladrier  
24,5 x 34,5 cm, 222 p., ISBN 2-87193-061-9 **2.500 F**

François Bovesse, Namur et les années sombres, 1936-1945  
21 x 29,7 cm, 148 p., ISBN 2-87183-107-0 **650F**

Piété populaire en Namurois  
21 x 29,7 cm, 158 p., ISBN 2-87193-086-4 **700 F**

#### Albums de Croÿ, comté de Namur

1. Institutions religieuses et villes, mairie de Namur  
par P. Jacquet, F. Jacquet-Ladrier et J.-M. Duvosquel  
24,5 x 34,5 cm, 198 p., 77 pl. **2.750 F**

2. Bailliages de Bouvignes, Fleurus, Viesville, Wasseiges  
par P. Jacquet, F. Jacquet-Ladrier et J.-M. Duvosquel  
24,5 x 34,5 cm, 310 p., 129 pl., ISBN 2-87193-037-6 **2.750 F**

3. Mairie de Feix, bailliage de Samson, prévôté de Poilvache  
par P. Jacquet, F. Jacquet-Ladrier et J.-M. Duvosquel  
24,5 x 34,5 cm, 226 p., 82 pl., ISBN 2-87193-116-X **2.750 F**

Renseignements et commandes: Crédit Communal, Service Vente (P-1), 44 Boulevard Pachéco,  
1000 Bruxelles (tél. 02/222.43.08-222.41.12; fax 02/222.57.52).

 **Crédit Communal**



**BANQUE**



**CRÉDIT COMMUNAL  
DE BELGIQUE  
à Assesse**

Pour votre facilité,  
agence ouverte du lundi au vendredi  
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 16 h  
+ mercredi et vendredi de 16 h à 18 h  
+ samedi matin de 9 h à 12 h.

**Hughes BODART-BINAME**

**chaussée de Marche, 75**

**5330 ASSESSE**

**☎ 083 / 65 53 06**

Consultez-nous sans engagement  
pour vos problèmes financiers